

- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 - VU** le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
 - VU** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'Outre-Mer, à Mayotte et à Saint-Pierre et Miquelon ;
 - VU** le décret du 02 mars 2011 nommant M. Laurent PREVOST préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;
 - VU** l'arrêté du 29 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du Ministère des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;
 - VU** l'arrêté n° 10-04324 du 30 décembre 2010 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
 - VU** l'arrêté n° 2012198-0028/DALI/PAJC du 16/07/2012 donnant délégation de signature à Monsieur Eric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, au titre de l'article 100 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.
 - VU** la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations ;
 - VU** les crédits notifiés sur le programme 0217 lors du dialogue de gestion pour 2014 et la mise à disposition des autorisations d'engagement correspondantes dans le système CHORUS au titre de la gestion 2014 ;
 - VU** la demande de subvention présentée par l'association CARBET DES SCIENCES le 30 mai 2014
- SUR** proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 1 | <i>Montant de la subvention</i> |
|------------------|--|

Une subvention de **4000 euros (quatre mille euros)** est accordée à l'association CARBET DES SCIENCES
 6448 Morne Mare – Bois du parc – 97212 SAINT-JOSEPH
 (N° de Siret : 39441887500024)

Le montant de la subvention attribuée représente **7,27 %** du coût de l'opération.

| | |
|------------------|-------------------------------|
| ARTICLE 2 | Objet de la subvention |
|------------------|-------------------------------|

Cette subvention a pour but d'aider « l'association **CARBET DES SCIENCES** » à organiser la fête de la science 2014.

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 3 | Imputation de la dépense et comptable assignataire |
|------------------|---|

Cette subvention sera imputée sur le programme 217, Domaine fonctionnel : 0217-01-18 - N° de l'activité 021701010205 du budget du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie , pour l'exercice de l'année 2014.

Le comptable assignataire est Monsieur le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique.

| | |
|------------------|-----------------------------------|
| ARTICLE 4 | Versement de la subvention |
|------------------|-----------------------------------|

La subvention sera versée **en une seule fois, dès la signature de la présente décision**, par virement au compte suivant :

NOM DE LA BANQUE : BRED BANQUE POPULAIRE - DILLON

| Code Banque | Code Guichet | Numéro de compte | Clé |
|-------------|--------------|------------------|-----|
| 10107 | 00165 | 00912652769 | 73 |

| | |
|------------------|----------------------------|
| ARTICLE 5 | Plan de financement |
|------------------|----------------------------|

| CONTRIBUTEURS | TAUX | MONTANT |
|---------------------------|----------------|-----------------|
| DEAL | 7,27% | 4 000 € |
| Ministère de la recherche | 27,27% | 15 000 € |
| Conseil Régional | 29,09% | 16 000 € |
| FEDER | 36,36% | 20 000 € |
| TOTAL | 100,00% | 55 000 € |

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 6 | Contrôle de l'utilisation de la subvention |
|------------------|---|

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de fournir à Mr le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, dans les six mois de la fin de l'exercice, un compte d'emploi de la somme perçue accompagné d'un relevé des pièces justificatives qui devront pouvoir être présentées à toute réquisition.

En cas de non réalisation, partielle ou totale, des prestations objet de la présente subvention, ou de réalisation non conforme avec le projet accepté et subventionné, le bénéficiaire devra procéder au reversement des sommes indûment perçues.

| | |
|------------------|-------------------------------------|
| ARTICLE 7 | <i>Engagement de dépense</i> |
|------------------|-------------------------------------|

La présente décision vaut engagement de dépense en application de l'article 29 du décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962.

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 8 | <i>Exécution de la décision</i> |
|------------------|--|

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

15 JUIL. 2014

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Jean-Louis VERNIER



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n °2014196-0014

**signé par
DEAL**

le 15 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

Arrêté portant attribution d'une subvention de l'État à l'association "Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes Martinique, CLLAJ", pour aider à la réalisation du projet de transformation de palettes en bois, en mobiliers, à destination des jeunes locataires.

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Mission Promotion du Développement Durable

Programme : 217

Budget : Action 01 – Sous-action 18

N° de l'activité 021701010205 – libellé chorus : partenariat associatif

ARRÊTÉ N°

portant attribution d'une subvention de l'Etat

à

l'Association CLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes Martinique) pour l'action intitulée « je récup et j'méquip' DECO autrement », dont l'objectif est la réalisation de mobiliers confectionnés à partir de recyclage de palettes en bois, à destination des jeunes en phase d'installation dans un logement autonome et qui a été présentée durant la semaine du développement durable 2014.

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er Août 2001 relative aux lois des finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;
- VU** la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, de finances pour 2014 ;
- VU** le décret-loi du 02 mai 1938 relatif aux subventions accordées par l'Etat aux associations, sociétés ou collectivités privées ;
- VU** le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
- VU** le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement, modifié par le décret 2003-367 du 18 avril 2003, par le décret 2000-1241 du 11 décembre 2000, et par le décret 2001-120 du 07 février 2001.

- VU** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
- VU** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'Outre-Mer, à Mayotte et à Saint-Pierre et Miquelon ;
- VU** le décret du 02 mars 2011 nommant M. Laurent PREVOST préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;
- VU** l'arrêté du 29 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du Ministère des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;
- VU** l'arrêté n° 10-04324 du 30 décembre 2010 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
- VU** l'arrêté n° 2012198-0028/DALI/PAJC du 16/07/2012 donnant délégation de signature à Monsieur Eric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, au titre de l'article 100 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.
- VU** la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations ;
- VU** les crédits notifiés sur le programme 0217 lors du dialogue de gestion pour 2014 et la mise à disposition des autorisations d'engagement correspondantes dans le système CHORUS au titre de la gestion 2014 ;
- VU** la demande de subvention présentée par l'association CLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes Martinique) le 14 mai 2014 ;

SUR proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 1 | <i>Montant de la subvention</i> |
|------------------|--|

Une subvention de **10 000 euros (dix mille euros)** est accordée à l'association CLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes Martinique)
 16 avenue Condorcet – 97200 FORT DE FRANCE
 (N° de Siret : 44912605100035)

Le montant de la subvention attribuée représente **25,77 %** du coût de l'opération.

| | |
|------------------|-------------------------------|
| ARTICLE 2 | Objet de la subvention |
|------------------|-------------------------------|

Cette subvention a pour but d'aider « l'Association CLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes Martinique) » pour l'action intitulée « je récup et j'méquip' DECO autrement », dont l'objectif est la réalisation de mobiliers confectionnés à partir de recyclage de palettes en bois, à destination des jeunes en phase d'installation dans un logement autonome et qui a été présentée durant la semaine du développement durable 2014.

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 3 | Imputation de la dépense et comptable assignataire |
|------------------|---|

Cette subvention sera imputée sur le programme 217, Domaine fonctionnel : 0217-01-18 - N° de l'activité 021701010205 du budget du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, pour l'exercice de l'année 2014.

Le comptable assignataire est Monsieur le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique.

| | |
|------------------|-----------------------------------|
| ARTICLE 4 | Versement de la subvention |
|------------------|-----------------------------------|

La subvention sera versée **en une seule fois, dès la signature de la présente décision**, par virement au compte suivant :

NOM DE LA BANQUE : CREDIT AGRICOLE MARTINIQUE – SAVANE -LIBERTE

| Code Banque | Code Guichet | Numéro de compte | Clé |
|-------------|--------------|------------------|-----|
| 19806 | 00003 | 26103370001 | 33 |

| | |
|------------------|----------------------------|
| ARTICLE 5 | Plan de financement |
|------------------|----------------------------|

| CONTRIBUTEURS | TAUX | MONTANT |
|-----------------------------|----------------|-----------------|
| DEAL | 25,77% | 10 000 € |
| Conseil Régional | 25,77% | 10 000 € |
| Conseil Général | 25,77% | 10 000 € |
| Autres partenaires du CLLAJ | 22,69% | 8 805 € |
| TOTAL | 100,00% | 38 805 € |

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 6 | Contrôle de l'utilisation de la subvention |
|------------------|---|

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de fournir à Mr le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, dans les six mois de la fin de l'exercice, un compte d'emploi de la somme perçue accompagné d'un relevé des pièces justificatives qui devront pouvoir être présentées à toute réquisition.

En cas de non réalisation, partielle ou totale, des prestations, objet de la présente subvention, ou de réalisation non conforme avec le projet accepté et subventionné, le bénéficiaire devra procéder au reversement des sommes indûment perçues.

| | |
|------------------|-------------------------------------|
| ARTICLE 7 | <i>Engagement de dépense</i> |
|------------------|-------------------------------------|

La présente décision vaut engagement de dépense en application de l'article 29 du décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962.

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 8 | <i>Exécution de la décision</i> |
|------------------|--|

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement



Jean-Louis VERNIER

15 JUIL. 2014



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n °2014197-0008

**signé par
DEAL**

le 16 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

arrêté mettant en demeure Monsieur Gérard Marguerite, au titre de l'article L.171-7 du code de l'environnement, concernant les travaux réalisés sur la rivière Fond Placide au lieu- dit Petit Lézards sur la commune du Diamant

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Service Paysage, Eau, Biodiversité
Pôle Police de l'Environnement

ARRETE PREFECTORAL N° 2014-197-0008

**Mettant en demeure Monsieur Gérard MARGUERITE,
au titre de l'article L.171-7 du code de l'environnement,
concernant les travaux réalisés sur la rivière Fond Placide,
au lieu-dit Petits Lézards sur la commune du DIAMANT**

**LE PREFET
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement, notamment son livre II et ses articles L. 171-1 à L 171-12, L. 214-1 à L 214-6 , R. 214-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012-198-0027 en date du 16 juillet 2012 donnant délégation de signature, au titre de la police de l'environnement, à M. Éric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Martinique approuvé le 18 novembre 2009 ;

VU le rapport de manquement administratif du 10 juin 2014 faisant suite à la visite de terrain effectuée le 20 mai 2014 par le service police de l'eau et constatant la réalisation d'une opération irrégulière (défaut d'autorisation administrative de travaux de curage et de protection de berge) ;

CONSIDÉRANT que les travaux effectués sous la responsabilité de M. Gérard MARGUERITE dans le lit et sur les berges de la rivière Fond Placide, au lieu-dit Petits Lézards sur la commune du DIAMANT, soumis à la réglementation définie par des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement en application des rubriques 3.1.2.0. (travaux conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau), 3.1.4.0. (consolidation et protection de berges) et 3.2.1.0. (entretien de cours d'eau) de la nomenclature, ont été réalisés sans présentation préalable d'un dossier de déclaration réglementaire auprès du service instructeur et sans que celui-ci en soit informé ;

CONSIDÉRANT que ces travaux de curage ont porté atteinte à la flore et à la faune piscicole ;

CONSIDÉRANT que la modification du lit majeur sur un linéaire d'un cours d'eau engendre une modification de son régime hydraulique qui peut être préjudiciable à la stabilité du lit et des berges du cours d'eau ;

CONSIDÉRANT que le rapport de manquement administratif précité et le projet d'arrêté de mise en demeure notifiés au contrevenant n'ont fait l'objet d'aucune observation de sa part dans les délais impartis,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet de la mise en demeure

Monsieur Gérard MARGUERITE - domicilié au quartier Petits Lézards, 97223 LE DIAMANT - est mis en demeure, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, à déposer auprès de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.E.A.L.) de la Martinique :

- soit un dossier de déclaration conforme aux dispositions de l'article R 214-1 du code de l'environnement, relatif aux travaux de curage et de protection de berges au droit de la parcelle B.739 et des parcelles avoisinantes au lieu-dit Petits Lézards, sur la commune du DIAMANT ;
- soit un projet de remise en état du site, sans danger ni inconvénient pour les éléments permettant une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Il est fait obligation au contrevenant de remettre en place dans ce même délai la clôture et la borne qui ont respectivement été endommagée et descellée à l'occasion de ces travaux.

M. Gérard MARGUERITE est informé que :

- le dépôt d'un dossier de déclaration ou d'autorisation administrative n'implique pas l'agrément systématique du service instructeur (police de l'eau) - lequel statuera sur la suite à donner après examen du dossier présenté -.
- le dépôt d'un dossier de demande du site peut donner lieu à des prescriptions particulières arrêtées par l'autorité administrative, selon les incidences du projet et la remise en état des lieux proposée.
- la régularisation ou cessation de la situation irrégulière découlera soit de l'obtention effective de l'autorisation, soit de la remise effective du site en l'état.

Article 2 : Sanctions administratives et pénales

En cas de non-respect des dispositions prévues par le présent arrêté, M. Gérard MARGUERITE est passible des mesures de police et sanctions administratives mentionnées à l'article L. 171-8 du code de l'environnement (consignation financière, exécution d'office de travaux, suspension, astreinte et/ou amende administrative) et des sanctions pénales mentionnées aux articles L. 173-1 et suivants du code de l'environnement (au plus, 2 ans d'emprisonnement, 100.000 euros d'amende, peine complémentaire).

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à M. Gérard MARGUERITE au titre de contrevenant.

En vue de l'information des tiers, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Martinique et pendant 6 mois sur le site internet de la préfecture de la Martinique

Article 5 : Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de FORT DE FRANCE) dans les conditions mentionnées à l'article R. 514-3-1 du même code, soit dans un délai de deux mois à compter de la notification par l'intéressé, et dans un délai d'un an pour les tiers intéressés à compter de la mesure de publicité.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Martinique, le Maire du DIAMANT, le Directeur Départemental de l' Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Chef de la Brigade Départementale de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

16 JUIL. 2014

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement



Jean-Louis VERNIER



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n °2014204-0002

**signé par
DEAL**

le 23 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

Arrêté portant attribution d'une subvention de l'Etat à l'association "ECO MOBIL" pour l'aider à la mise en place d'ateliers de sensibilisation à l'éco-conduite destinés aux agents des administrations et des collectivités territoriales.

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Mission Promotion du Développement Durable

Programme : 217

Budget : Action 01 – Sous-action 18

N° de l'activité 021701010205 – libellé chorus : partenariat associatif

ARRÊTÉ N°
portant attribution d'une subvention de l'Etat
à
l'Association ECO MOBIL
pour l'aider à la mise en place d'ateliers de sensibilisation à l'éco-conduite destinés aux
agents des administrations et des collectivités territoriales

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er Août 2001 relative aux lois des finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;
- VU** la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, de finances pour 2014 ;
- VU** le décret-loi du 02 mai 1938 relatif aux subventions accordées par l'Etat aux associations, sociétés ou collectivités privées ;
- VU** le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
- VU** le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement, modifié par le décret 2003-367 du 18 avril 2003, par le décret 2000-1241 du 11 décembre 2000, et par le décret 2001-120 du 07 février 2001.
- VU** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Horaires d'ouverture : 8h00 – 12h00 du lundi au vendredi
14h00 – 16h00 les lundi et jeudi
Tél. : 05 96 59 57 00 – fax : 05 96 59 58 00
BP 7212 Pointe de Jaham
97274 Schoelcher cedex
deal-martinique-usagers@developpement-durable.gouv.fr

- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
- VU** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'Outre-Mer, à Mayotte et à Saint-Pierre et Miquelon ;
- VU** le décret du 02 mars 2011 nommant M. Laurent PREVOST préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;
- VU** l'arrêté du 29 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du Ministère des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;
- VU** l'arrêté n° 10-04324 du 30 décembre 2010 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
- VU** l'arrêté n° 2014198-0006/DALI/PAJC du 17/07/2014 donnant délégation de signature à Monsieur Eric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, au titre de l'article 100 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.
- VU** la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations ;
- VU** les crédits notifiés sur le programme 0217 lors du dialogue de gestion pour 2014 et la mise à disposition des autorisations d'engagement correspondantes dans le système CHORUS au titre de la gestion 2014 ;
- VU** la demande de subvention présentée par l'association le 13 mai 2014
- SUR** proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 1 | <i>Montant de la subvention</i> |
|------------------|--|

Une subvention de **4 000 euros (quatre mille euros)** est accordée à l'association ECO MOBIL
 22B rue Sybosity – immeuble Havre – 97233 SCHOELCHER
 (N° de Siret : 50936608400028)

Le montant de la subvention attribuée représente **20%** du coût de l'opération.

| | |
|------------------|-------------------------------|
| ARTICLE 2 | Objet de la subvention |
|------------------|-------------------------------|

Cette subvention a pour but d'aider « **l'association ECO MOBIL** » à la mise en place d'ateliers de sensibilisation à l'éco conduite destinés aux agents des administrations et des collectivités territoriales.

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 3 | Imputation de la dépense et comptable assignataire |
|------------------|---|

Cette subvention sera imputée sur le programme 217, Domaine fonctionnel : 0217-01-18 - N° de l'activité 021701010205 du budget du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie , pour l'exercice de l'année 2014.

Le comptable assignataire est Monsieur le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique.

| | |
|------------------|-----------------------------------|
| ARTICLE 4 | Versement de la subvention |
|------------------|-----------------------------------|

La subvention sera versée **en une seule fois, dès la signature de la présente décision**, par virement au compte suivant :

NOM DE LA BANQUE : CAISSE D'EPARGNE PROVENCE ALPES CORSE

| Code Banque | Code Guichet | Numéro de compte | Clé |
|-------------|--------------|------------------|-----|
| 11315 | 00001 | O8003694211 | 66 |

| | |
|------------------|----------------------------|
| ARTICLE 5 | Plan de financement |
|------------------|----------------------------|

| CONTRIBUTEURS | TAUX | MONTANT |
|---|----------------|-----------------|
| DEAL | 20,00% | 4 000 € |
| Conseil Régional | 25,00% | 5 000 € |
| Conseil Général | 25,00% | 5 000 € |
| vente de produits finis, de marchandises, prestations de services | 30,00% | 6 000 € |
| TOTAL | 100,00% | 20 000 € |

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 6 | Contrôle de l'utilisation de la subvention |
|------------------|---|

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de fournir à Mr le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, dans les six mois de la fin de l'exercice, un compte d'emploi de la somme perçue accompagné d'un relevé des pièces justificatives qui devront pouvoir être présentées à toute réquisition.

En cas de non réalisation, partielle ou totale, des prestations objet de la présente subvention, ou de réalisation non conforme avec le projet accepté et subventionné, le bénéficiaire devra procéder au reversement des sommes indûment perçues.

| | |
|------------------|-------------------------------------|
| ARTICLE 7 | <i>Engagement de dépense</i> |
|------------------|-------------------------------------|

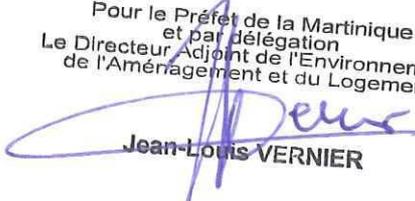
La présente décision vaut engagement de dépense en application de l'article 29 du décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962.

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 8 | <i>Exécution de la décision</i> |
|------------------|--|

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

23 JUIL. 2014

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement



Jean-Louis VERNIER



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n °2014204-0003

**signé par
DEAL**

le 23 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

Arrêté portant attribution d'une subvention de l'État à l'association ECO MOBIL pour l'aider à réaliser le "Madin ' EcoTour 2014 ", premier tour de la Martinique en véhicules hybrides et électriques.

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Mission Promotion du Développement Durable

Programme : 217

Budget : Action 01 – Sous-action 04

N° de l'activité 021701010202 – libellé chorus : CGDD intégration DD HCPER

ARRÊTÉ N° 2014 204 - 0003

portant attribution d'une subvention de l'Etat

à

l'Association ECO MOBIL

pour l'aider à préparer le « Madin'éco tour », premier tour de la Martinique en véhicules hybrides et électriques, dans le cadre de la semaine européenne de la mobilité 2014

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er Août 2001 relative aux lois des finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;
- VU** la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, de finances pour 2014 ;
- VU** le décret-loi du 02 mai 1938 relatif aux subventions accordées par l'Etat aux associations, sociétés ou collectivités privées ;
- VU** le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
- VU** le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement, modifié par le décret 2003-367 du 18 avril 2003, par le décret 2000-1241 du 11 décembre 2000, et par le décret 2001-120 du 07 février 2001.
- VU** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 - VU** le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
 - VU** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'Outre-Mer, à Mayotte et à Saint-Pierre et Miquelon ;
 - VU** le décret du 02 mars 2011 nommant M. Laurent PREVOST préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;
 - VU** l'arrêté du 29 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du Ministère des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;
 - VU** l'arrêté n° 10-04324 du 30 décembre 2010 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
 - VU** l'arrêté n° 2014198-0006/DALI/PAJC du 17/07/2014 donnant délégation de signature à Monsieur Eric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, au titre de l'article 100 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.
 - VU** la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations ;
 - VU** les crédits notifiés sur le programme 0217 lors du dialogue de gestion pour 2014 et la mise à disposition des autorisations d'engagement correspondantes dans le système CHORUS au titre de la gestion 2014 ;
 - VU** la demande de subvention présentée par l'association le 11 juin 2014
- SUR** proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 1 | <i>Montant de la subvention</i> |
|------------------|--|

Une subvention de **5 000 euros (cinq mille euros)** est accordée à l'association ECO MOBIL
 22B rue Sybosity – immeuble Havre – 97233 SCHOELCHER
 (N° de Siret : 50936608400028)

Le montant de la subvention attribuée représente **16,67%** du coût de l'opération.

| | |
|------------------|-------------------------------|
| ARTICLE 2 | Objet de la subvention |
|------------------|-------------------------------|

Cette subvention a pour but d'aider « l'association ECO MOBIL » à préparer le « Madin'éco tour », premier tour de la Martinique en véhicules hybrides et électriques, dans le cadre de la semaine européenne de la mobilité 2014.

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 3 | Imputation de la dépense et comptable assignataire |
|------------------|---|

Cette subvention sera imputée sur le programme 217, Domaine fonctionnel : 0217-01-04 - N° de l'activité 021701010202 du budget du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, pour l'exercice de l'année 2014.

Le comptable assignataire est Monsieur le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique.

| | |
|------------------|-----------------------------------|
| ARTICLE 4 | Versement de la subvention |
|------------------|-----------------------------------|

La subvention sera versée **en une seule fois, dès la signature de la présente décision**, par virement au compte suivant :

NOM DE LA BANQUE : CAISSE D'EPARGNE PROVENCE ALPES CORSE

| Code Banque | Code Guichet | Numéro de compte | Clé |
|-------------|--------------|------------------|-----|
| 11315 | 00001 | O8003694211 | 66 |

| | |
|------------------|----------------------------|
| ARTICLE 5 | Plan de financement |
|------------------|----------------------------|

| CONTRIBUTEURS | TAUX | MONTANT |
|------------------|----------------|-----------------|
| DEAL | 16,67% | 5 000 € |
| Conseil Régional | 16,67% | 5 000 € |
| Conseil Général | 16,67% | 5 000 € |
| CACEM | 8,33% | 2 500 € |
| CAP Nord | 8,33% | 2 500 € |
| Espace Sud | 3,33% | 1 000 € |
| aides privées | 16,67% | 5 000 € |
| bénévolat | 13,33% | 4 000 € |
| TOTAL | 100,00% | 30 000 € |

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 6 | Contrôle de l'utilisation de la subvention |
|------------------|---|

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de fournir à Mr le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, dans les six mois de la fin de l'exercice, un compte d'emploi de la somme perçue accompagné d'un relevé des pièces justificatives qui devront pouvoir être présentées à toute réquisition.

En cas de non réalisation, partielle ou totale, des prestations objet de la présente subvention, ou de réalisation non conforme avec le projet accepté et subventionné, le bénéficiaire devra procéder au reversement des sommes indûment perçues.

| | |
|------------------|------------------------------|
| ARTICLE 7 | Engagement de dépense |
|------------------|------------------------------|

La présente décision vaut engagement de dépense en application de l'article 29 du décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962.

| | |
|------------------|---------------------------------|
| ARTICLE 8 | Exécution de la décision |
|------------------|---------------------------------|

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

23 JUL. 2014

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement


Jean-Louis VERNIER



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n ° 2014204-0005

**signé par
DEAL**

le 23 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

Arrêté mettant en demeure M. Freddy CALIFE, au titre de l'article L.171-7 du code de l'environnement, de procéder à la régularisation administrative des travaux de remblaiement effectués sur la parcelle Y904 de la commune de Saint- Joseph



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

*Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique*

*Service Paysage, Eau, Biodiversité
Pôle Police de l'Environnement*

ARRETE PREFECTORAL N° 2014204-0005

Mettant en demeure M Freddy CALIFE, au titre de l'article L.171-7 du code de l'environnement, de procéder à la régularisation administrative des travaux de remblaiement effectués sur la parcelle Y 904 de la commune de Saint Joseph.

COMMUNE DE SAINT JOSEPH

**LE PREFET
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le Code de l'environnement, notamment son livre II et ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6, L. 171-7 et L. 171-8 ; R. 214-1 et suivants ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Martinique approuvé le 18 novembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012-198-0027 en date du 16 juillet 2012 donnant délégation de signature, au titre de la police de l'environnement, à M. Éric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

VU le rapport de manquement administratif du 27 février 2014, constatant le 18 février 2014 la réalisation d'une opération irrégulière (défaut d'autorisation administrative de travaux de remblaiement effectués en zone rouge du PPR et dans le lit majeur d'un cours d'eau) au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU le courrier du 26 mars 2014 de M. Freddy CALIFE, suite à la notification de ce rapport de manquement administratif adressé le 19 mars 2014 ;

CONSIDERANT que M Freddy CALIFE a fait réaliser sur la commune de SAINT JOSEPH, au lieu dit « Ermitage Gommier », des travaux de remblaiement dans le lit majeur de la rivière Blanche, soustrayant la surface d'expansion des crues sur une surface supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m²;

CONSIDERANT que ces types de travaux sont soumis à déclaration préalable au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1, en application des rubriques suivantes :

3.2.2.0 : installation, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau d'une surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² (régime déclaratif);

CONSIDERANT que M Freddy CALIFE n'est pas titulaire du récépissé de déclaration permettant la réalisation du remblai, faute d'avoir procédé aux formalités requises ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités ou que des travaux ou activités sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation requise par l'article L. 214-3, l'autorité administrative met en demeure l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire de régulariser sa situation dans un délai déterminé en déposant une demande d'autorisation ;

CONSIDERANT que les travaux réalisés par M Freddy CALIFE sont en partie réalisés en zone rouge du Plan de Préventions des Risques (PPR), aléa fort inondation ;

CONSIDERANT que les remblais situés en zone rouge sont interdits ;

ARRÊTE

Article 1 : M Freddy CALIFE, demeurant « Ermitage Gommier », commune de SAINT JOSEPH, est mis en demeure, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, de déposer auprès de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) de Martinique :

- soit, un dossier de déclaration conforme aux dispositions de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, relatif aux travaux de remblaiement, sur le territoire de la commune de SAINT JOSEPH, au lieu-dit « Ermitage Gommier » ;
- soit, un dossier de demande de remise en état des lieux, dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

M Freddy CALIFE est informé que :

- le dépôt d'un dossier de déclaration administrative n'implique pas la délivrance certaine du récépissé de déclaration par l'autorité administrative, qui statuera sur la demande présentée après instruction administrative ;
- le dépôt d'un dossier de demande de remise en état des lieux peut donner lieu à des prescriptions particulières arrêtées par l'autorité administrative, selon les incidences du projet de remise en état des lieux proposés ;
- la régularisation ou cessation de la situation irrégulière découlera soit de l'obtention effective du récépissé de déclaration, soit de la remise effective des lieux en l'état.

Article 2 : En cas de non-respect des dispositions prévues par le présent arrêté, M Freddy CALIFE est passible des mesures de police et sanctions administratives mentionnées à l'article L. 171-8 du code de l'environnement (consignation financière, exécution d'office de travaux, suspension, astreinte et/ou amende administrative) et des sanctions pénales mentionnées au 5°

du II de l'article L.173-1 du code de l'environnement (au plus, 2 ans d'emprisonnement, 100.000 euros d'amende, peine complémentaire).

Article 3 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M. Freddy CALIFE .

En vue de l'information des tiers, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Martinique et pendant 6 mois sur le site internet de la préfecture de la Martinique.

Article 5 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de FORT DE FRANCE) dans les conditions mentionnées à l'article R. 514-3-1 du même code, soit dans un délai de deux mois à compter de la notification par l'intéressé, et dans un délai d'un an pour les tiers intéressés à compter de la mesure de publicité.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Martinique, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le chef du service mixte police de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le, **23 JUIL. 2014**

A SCHOELCHER

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement


Jean-Louis VERNIER



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n ° 2014205-0011

**signé par
Préfet**

le 24 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

Arrêté clôturant l'instruction de l'étude de dangers du Grand Port Maritime de la Martinique et prescrivant des mesures complémentaires permettant de garantir, pour l'exploitation des installations de déchargement de navire, un niveau de sécurité conforme aux exigences réglementaires

PREFET DE LA MARTINIQUE

*Direction de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de la Martinique*

*Service Risques, Energie et Climat
Pôle Risques Accidentels, Energie et Climat*

ARRETE n°

Clôturent l'instruction de l'étude de dangers du Grand Port Maritime de la Martinique et prescrivent des mesures complémentaires permettant de garantir, pour l'exploitation des installations de déchargement de navire, un niveau de sécurité conforme aux exigences réglementaires.

LE PREFET DE LA MARTINIQUE

Chevalier de l'ordre national du mérite

- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret du Président de la République du 2 mars 2011, portant nomination de M. Laurent PREVOST en qualité de préfet de la Martinique ;
- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.551-1 et suivants ;
- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles R.551-1 et suivants ;
- Vu** le décret n°2012-1104 du 01 octobre 2012, instituant le Grand Port Maritime de la Martinique ;
- Vu** le décret n° 2011-609 du 30 mai 2011 relatif aux études de dangers des ouvrages d'infrastructures de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses portant application des articles L. 551-2 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 18 juillet 2000 réglementant le transport et la manutention des matières dangereuses dans les ports maritimes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 mai 2008 fixant la liste des ouvrages des ports intérieurs et ports maritimes soumis aux dispositions du décret N° 2007-700 du 3 mai 2007 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres dit « arrêté TMD » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 18 décembre 2009 relatif aux critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour les études de dangers des ouvrages d'infrastructures de transport où stationnement, sont chargés ou déchargés des véhicules ou des engins de transport contenant des matières dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juin 2012 fixant la liste des ouvrages d'infrastructures routières, ferroviaires, portuaires ou de navigation intérieure et des installations multimodales soumis aux dispositions de la partie réglementaire du code de l'environnement portant application de l'article L. 551-2 du code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 4 mars 2010, relative aux études de dangers remises en application de l'article L.551-2 du code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 10 mai 2010, récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu la circulaire du 15 novembre 2012, relative à la rédaction des études de dangers remises en application de l'article L. 551-2 du code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 19 novembre 2012, relative aux mesures de maîtrise des risques et au porter à connaissance à mettre en oeuvre dans le cadre des études de dangers remises en application de l'article L551-2 du code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 21 janvier 2002 relative aux Installations classées : Prévention des accidents majeurs dans les dépôts d'engrais soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 1331 de la nomenclature.

Vu le règlement local pour le transport et la manutention des marchandises dangereuses sur le port de Fort de France ;

Vu les observations du gestionnaire du Grand Port Maritime de la Martinique et de son bureau d'études ;

Considérant, en application de l'article R.551-10 du code de l'environnement, que les ouvrages des ports maritimes d'un trafic annuel total de marchandises, dangereuses ou non, supérieur à 4 millions de tonnes par an, et ceux dans lesquels stationnent, sont transportés ou manutentionnés des matières et objets explosibles de la classe 1 (autres que de la classe 1.4 S) sont soumis à la production d'une étude de dangers ;

Considérant, que les matières dangereuses et les matières et objets explosibles pris en compte sont ceux qui sont définis par l'arrêté du 18 juillet 2000 modifié réglementant le transport et la manutention des matières dangereuses dans les ports maritimes, dit " arrêté RPM ".

Considérant que le gestionnaire du Grand Port Maritime de la Martinique a déposé son étude de dangers, référencée GPMLM-102013-9-CP ver3 le 20 mai 2014, auprès du préfet de la Martinique ;

Considérant que l'étude de dangers produite par le gestionnaire du Grand Port Maritime de la Martinique conduit à ce que des mesures complémentaires soient mises en oeuvre, pour que les conditions de sécurité soient compatibles avec les niveaux de probabilité d'occurrence retenus dans les matrices d'acceptabilité du risque, (premiers effets létaux (PEL) et effets létaux significatifs (ELS)) ;

Considérant, en application de l'article R.551-6-1 du code de l'environnement des arrêtés fixant les prescriptions d'aménagement et d'exploitation des ouvrages d'infrastructure prévues à l'article L. 551-3 sont pris par le représentant de l'Etat dans le département selon les modalités définies aux articles R. 551-6-2 et R. 551-6-3.

Considérant, en application de l'article R.551-6-2 du code de l'environnement que sans préjudice de la consultation prévue à l'article L. 551-5 , le représentant de l'Etat dans le département communique les prescriptions qu'il envisage de prendre, sauf en cas d'urgence, à la personne qui a réalisé l'étude de dangers ainsi qu'au maître d'ouvrage de l'infrastructure concernée qui peuvent présenter leurs observations dans un délai de quinze jours.

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il est donné acte de la clôture de l'instruction, par le service risques accidentels, énergie et climat de la DEAL Martinique, de la clôture de l'instruction de l'étude de dangers des installations portuaires de la Pointe des Grives n° GPMLM – 10213 – 9 CP _rev3, remise par le Président du Directoire du Grand Port Maritime de la Martinique.

ARTICLE 2 :

Le Directoire du Grand Port Maritime de la Martinique, gestionnaire des installations portuaires maritimes de Fort de France, dont le siège social est situé Grand Quai de l'Hydrobase BP 782 – 97244 à Fort de France, doit respecter les dispositions du présent arrêté. Les délais indiqués aux articles 3, 4 et 5 ci-après, débutent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Sous un délai de 6 mois :

3.1. Afin de limiter les conséquences d'un incident pouvant impacter un conteneur de marchandises dangereuses de la classe 2.3 en phase de déchargement ou de son positionnement sur un porteur routier, le gestionnaire du port complète le règlement local pour le transport et la manutention des marchandises dangereuses sur le port de Fort de France, en introduisant l'interdiction de manutentionner d'autres marchandises dangereuses dans un rayon de 67 m autour du dit conteneur durant les opérations de déchargement et/ou de chargement.

3.2. Feu de liquides inflammables :

Les personnels et équipes de première intervention sont formés, autant que de besoin, aux risques présentés par les matières dangereuses en transit dans les installations portuaires de Fort de France.

Le gestionnaire du Grand Port Maritime de la Martinique s'assure de la mise à niveau des moyens d'intervention mis en œuvre par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Martinique par rapport aux risques identifiés dans son étude de dangers (pompage d'eau de mer afin de disposer d'une réserve suffisante et mise en place d'une réserve d'émulseur en complément des moyens externes).

A cette effet, le gestionnaire du port doit entreprendre toutes démarches auprès du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Martinique, afin d'optimiser la mise en œuvre des moyens de secours, notamment au niveau de la cinétique de déploiement et de positionnement des dits moyens.

Des conventions d'assistance peuvent être actées, en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Martinique, avec d'autres acteurs industriels qui utilisent les installations portuaires de Fort de France, de manière à compléter le dispositif d'intervention et améliorer les conditions de mise en œuvre au niveau de la cinétique organisationnelle.

3.3. Afin de limiter les conséquences d'un incident lors de la manipulation d'un conteneur de marchandises de classe 5.1 en phase de déchargement ou de son positionnement sur un porteur routier, le gestionnaire du port complète le règlement local pour le transport et la manutention des marchandises dangereuses sur le port de Fort de France, en introduisant l'interdiction d'entreposer des marchandises de classe 5.1 à risque de décomposition explosive sur le terre-plein et par l'amélioration de la ségrégation des conteneurs dans les conditions ci-après :

- Les conteneurs de marchandises de classe 3 et de classe 5.1 sont entreposés sur les terre-pleins en respectant une distance séparative d'au moins 38 mètres (*distance des effets dominos du PhD n° 46 – feux de nappe suite à rupture d'une citerne d'AVGAS*) ;
- Les conteneurs de marchandises de classe 2.1 et de classe 5.1 sont entreposés sur les terre-pleins en respectant une distance séparative d'au moins 18 mètres (*distance des effets dominos du PhD n° 26 – jet enflammé suite à une brèche de 5 mm d'une bouteille de 35 kg de GPL*) ;
- Les conteneurs de marchandises de classe 2.2 et de classe 5.1 sont entreposés sur les terre-pleins en respectant une distance séparative d'au moins 27 mètres (*distance des effets dominos du PhD n° 79 – blève d'une citerne d'oxygène*).

3.4. Afin de limiter les conséquences d'un incident pouvant impacter un autre conteneur de marchandises dangereuses en phase de déchargement ou de positionnement sur un porteur routier, le gestionnaire du port complète le règlement local pour le transport et la manutention des marchandises dangereuses sur le port de Fort de France, en introduisant l'interdiction de manutentionner d'autres marchandises dangereuses dans un rayon de 160 m autour d'un conteneur de la classe 1 durant les opérations de déchargement et/ou de chargement.

ARTICLE 4 : Sous un délai de 6 mois :

4.1. Risques accidentels :

Des consignes particulières, rappelant les dispositions prévues aux articles 3.1, 3.3, et 3.4 du présent arrêté, sont mises en place et portées à la connaissance des personnels et exploitants concernés.

Une formation aux risques toxiques est réalisée pour l'ensemble des personnels concernés.

Des consignes spécifiques d'urgence sont rédigées afin de limiter les conséquences d'un incident de type dispersion de gaz toxique (chlore), en décrivant la conduite à tenir en cas de fuite de gaz toxique (*stratégie de protection, première intervention*).

4.2. Perte de confinement pouvant occasionner des pollutions accidentelles :
(*Marchandises dangereuses liquides et solides*)

Une formation des équipes de première intervention est réalisée pour l'ensemble des personnels concernés.

Le gestionnaire des installations portuaires met en place un plan de localisation du matériel de première intervention qui est tenu à la disposition des exploitants.

Des conventions d'assistance peuvent être actées, en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Martinique, avec d'autres acteurs industriels qui utilisent les installations portuaires de Fort de France, pour la fourniture de matériel d'intervention complémentaire et/ou avec une entreprise en mesure de pomper et d'évacuer des effluents dangereux.

ARTICLE 5 : Sous un délai de 12 mois :

Pour l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans son étude de dangers, le gestionnaire du Grand Port Maritime de Martinique met en place un plan portuaire de sécurité, afin de coordonner les actions à mener en cas d'incident ou de sinistre sur un terminal.

Ce plan de portuaire de sécurité comporte une planification d'exercices périodiques, en collaborations avec les exploitants des terminaux et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Martinique, et visant garantir l'efficacité des dispositions techniques et organisationnels qui doivent être mises en œuvre en cas d'accident ou de sinistre.

Le résultat des exercices est consigné dans un registre ouvert à cet effet, et tenu à la disposition des inspecteurs du service risques, énergie et climat de la DEAL Martinique.

Ce registre peut être informatisé.

ARTICLE 6 :

Faute pour les exploitants de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par le livre 5 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté est notifié à M. le Président du Directoire du Grand Port Maritime de la Martinique, et peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Fort de France :

- par le gestionnaire des installations portuaires de Fort de France, sous un délai de deux mois qui commence à courir du jour où cet arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, sous un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage en mairie du Lamentin.

Tous les délais cités au présent arrêté s'entendent, sauf précision explicite contraire, à compter de la notification du dit arrêté aux exploitants.

ARTICLE 8 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Fort de France et tenue à la disposition du public.

Le secrétaire général de la préfecture, le maire du Fort de France, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique, le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Martinique, le directeur de la mer en Martinique, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

LE PRÉFET

A Fort de France, le

24 JUL. 2014

Laurent PREVOST



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n ° 2014205-0027

**signé par
DEAL**

le 24 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

arrêté portant autorisation temporaire, au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, concernant les prélèvements d'eau à usage agricole pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2014



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

*Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique*

Service Paysage, Eau, Biodiversité

Pôle Police de l'Environnement

ARRETE PREFECTORAL N° 2014205-0027
portant autorisation temporaire
au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement
concernant les prélèvements d'eau à usage agricole pour la période du
1er juillet 2014 au 31 décembre 2014

Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation temporaire complet et régulier déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçu le 05/05/2014, présenté par la Chambre d'Agriculture, représentée par son Président, mandataire, enregistré sous le n° 972 – 2014 - 00016 et relatif aux prélèvements individuels d'eau à usage agricole pour le second semestre 2014 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2012-198-0027 en date du 16 juillet 2012 donnant délégation de signature, au titre de la police de l'environnement, à M. Éric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;
- VU** le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 18/06/2014;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 11/07/2014 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, notamment par une restriction des débits autorisés eu égard à la demande formulée par les agriculteurs, en vue de garantir les débits réservés,

CONSIDERANT l'écart constaté entre les volumes autorisés et les volumes prélevés,

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet de l'autorisation temporaire

Les mandants dont la liste est annexée au présent arrêté, sont autorisés en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles

L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les prélèvements d'eau de surface pour les usages agricoles, pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2014 et renouvelable pour 6 mois.

Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

| Rubrique | Intitulé | Régime |
|----------------|---|--|
| 1.2.1.0 | <p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).</p> | Autorisation Arrêté du 11 septembre 2003 |

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

L'autorisation porte sur une durée de 6 mois, à compter du 1^{er} juillet 2014.

Afin d'obtenir une nouvelle autorisation, la Chambre d'Agriculture doit déposer une nouvelle demande en préfecture au plus tard le 31 octobre 2014. Cette demande devra reprendre les éléments mis à jour du précédent dossier et comporter en outre l'indication des volumes prélevés sur la période précédente, la référence aux débits de temps sec et fera apparaître dans le cadre de l'obligation de comptage des volumes prélevés pour chaque point autorisé les relevés des mesures effectuées en continu ainsi que le débit horaire moyen et maximum suivant relevé transmis par le propriétaire ou l'exploitant autorisé. L'analyse des débits de prélèvement demandés portera obligatoirement sur le cumul par bassin versant concerné des prélèvements sollicités au regard du respect du cinquième du module par période de temps sec.

ARTICLE 3 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre précaire et révoquée sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans l'intérêt de l'agriculture, du commerce, de l'industrie ou de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur Régional des Finances Publiques en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt, en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Contrôle des installations

Les permissionnaires sont tenus de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

Les agents des services publics, notamment ceux de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement du Logement et de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, auront constamment libre accès aux installations autorisées.

Les permissionnaires doivent, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Cette autorisation ne préjuge pas de la qualité de l'eau. Il appartient à chaque préleveur de réaliser des analyses, notamment sur la teneur en chlordécone, pour vérifier la compatibilité de la qualité de l'eau à la sensibilité des usages qu'il en fait.

ARTICLE 5 : Impôts

Les bénéficiaires de la présente autorisation supporteront seuls la charge de tous les impôts auxquels pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Prescriptions

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.2.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Il doit en outre respecter les conditions suivantes :

- Lors de la réalisation d'un prélèvement, les propriétaires et exploitants dont les noms figurent en annexe ne doivent en aucun cas réaliser ou exploiter des ouvrages qui seraient soumis à déclaration ou autorisation au titre des autres rubriques de la nomenclature définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement, sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation ;
- Toute modification notable apportée aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation initial doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Celui-ci peut si nécessaire exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration ou autorisation en cas de dépassement du seuil de débit fixé par la rubrique correspondante ;
- Les sites d'implantation des ouvrages sont choisis en vue de prévenir toute surexploitation ou dégradation significative de la ressource en eau, superficielle ou souterraine, déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages dans le cadre d'activités régulièrement exploitées ;
- Toutes les dispositions nécessaires sont prises par chaque bénéficiaire de la présente autorisation dont la liste figure en annexe, notamment par l'installation de bacs de rétention, d'abris étanches ou tout autre moyen en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits (huile moteur notamment) susceptibles d'altérer la qualité des eaux, en particulier les fluides de fonctionnement du moteur thermique ;
- Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'eau brute ;
- Tous les bénéficiaires de la présente autorisation doivent **laisser passer dans le cours d'eau un débit minimal correspondant au cinquième du module théorique au droit de leur prise d'eau** ; le débit des prises d'eau ne pourra en aucun cas dépasser les débits mentionnés dans l'annexe ci-jointe.

Par ailleurs, le débit instantané est, si nécessaire, ajusté de manière à :

- Permettre le maintien en permanence de la vie, la circulation, la reproduction des espèces piscicoles qui peuplent le cours d'eau où s'effectue le prélèvement ;

- Respecter les orientations, restrictions ou interdictions applicables dans les zones d'expansion des crues et les zones concernées par un schéma d'aménagement et de gestion des eaux, un plan de prévention des risques naturels, un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine ;
- Dans le cas d'utilisation de retenues, celles-ci seront remplies de préférence hors période de carême ;
- Le préfet peut, sans que les bénéficiaires figurant en annexe du présent arrêté puissent s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement les prélèvements dans le cadre des mesures prises au titre du décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;
- Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façons à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, les bénéficiaires dont la liste figure en annexe prennent des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages, réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont ils ont la charge ;
- Le prélèvement d'eau, indépendamment de la présente autorisation doit répondre aux exigences des bonnes pratiques agricoles en évitant tout gaspillage de la ressource notamment pour ce qui concerne les heures d'arrosage ;
- Chaque ouvrage et installation de prélèvement autorisés sont équipés de moyens de mesures ou d'évaluation appropriés du volume prélevé. Toute installation de pompage autorisée au titre du présent arrêté, dont la liste figure en annexe, est équipée d'un dispositif de comptage des volumes prélevés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits. Les moyens de mesure du volume prélevé sont régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable ;
- Les propriétaires et exploitants autorisés au titre du présent arrêté, dont la liste figure en annexe, conçoivent sur un registre ou un cahier les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :
 - * Pour les prélèvements par pompage visés ci-dessus, les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ;
 - * Les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ;
 - * Les entretiens, contrôles et remplacement des moyens de mesure ;
- Ce cahier est conservé 3 ans par chaque bénéficiaire de l'autorisation issue du présent arrêté et est tenu à la disposition des agents chargés du contrôle et de la Police de l'Eau; les données qu'il contient sont transmises à la Chambre Départementale d'Agriculture au 31 décembre de l'année civile. La Chambre Départementale d'Agriculture en fait une synthèse et la transmet avant le 31 janvier suivant au service chargé de la Police de l'Eau.
- Les bénéficiaires dont la liste figure en annexe devront entretenir, en outre, les parties désignées du domaine public, à savoir les berges à proximité de l'ouvrage. Ils sont autorisés à procéder au désensablement autour de la crépine à l'aide d'un engin mécanique quand cela est nécessaire au bon fonctionnement du prélèvement.

ARTICLE 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Chaque mandant est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet et au service de police de l'eau les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, tout mandant devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Chaque mandant demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 9 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, un ou des mandants décident de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

ARTICLE 10 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas un mandant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 13 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture, et aux frais du mandataire, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une ampliation de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes concernées.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture.

ARTICLE 14 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- Par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- Par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent

arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture,

Le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

Le président de la chambre d'agriculture,

Le directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement,

Le chef de la brigade départementale de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,

Les maires des communes de la Martinique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le 24 JUIL. 2014

A Schoelcher

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Eric LEGRIGEOIS

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle PIV | NomAgriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Debit Maxi Demande (m3/h) | Debit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|----------------------------------|-----------|----------|---------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0002 | CIRAD | -60,96933 | 14,62055 | La Lézarde Rivière | 11151 | 30 | 30 | 1 | 6 | 7 | 5040 | 3226 |
| 0003 | MAURICE DOMINIQUE BENOIT | -60,97369 | 14,63736 | Petite Rivière | 729 | 50 | 35 | 5 | 6 | 6 | 36000 | 23040 |
| 0009 | BALLANDRAS Frédérique Alphonse | -61,13855 | 14,70187 | Rivière Fond Capot | 667 | 17 | 17 | 7 | 6 | 7 | 19992 | 12795 |
| 0010 | SARL SOUDON | -60,99082 | 14,64702 | La Lézarde Rivière | 11313 | 300 | 300 | 13 | 5 | 6 | 468000 | 299520 |
| 0011 | SARL SOUDON | -60,99065 | 14,64696 | La Lézarde Rivière | 11313 | 10 | 10 | 11 | 5 | 12 | 26400 | 16896 |
| 0012 | SARL HABITATION DESFONTAINE | -61,16998 | 14,74957 | La Roxelane Rivière | 4737 | 125 | 125 | 10 | 5 | 4 | 100000 | 64000 |
| 0018 | EARL MONT EOLE | -60,98959 | 14,65039 | La Lézarde Rivière | 11297 | 300 | 300 | 13 | 6 | 7 | 655200 | 419328 |
| 0019 | SARL HABITATION ASSIER | -61,06803 | 14,83285 | Rivière Grande Anse | 1275 | 140 | 140 | 13 | 6 | 7 | 305760 | 195686 |
| 0020 | SARL HABITATION ASSIER | -61,07568 | 14,83713 | Rivière Grande Anse | 29 | 120 | 120 | 13 | 6 | 7 | 262080 | 167731 |
| 0025 | SARL DUHAUMONT | -61,04740 | 14,81928 | Rivière du Lorrain | 8226 | 216 | 216 | 12 | 6 | 5 | 311040 | 199066 |
| 0026 | LATA Eric Jérôme | -61,01987 | 14,80369 | Rivière Coulée | 26 | 18 | 18 | 4 | 2 | 5 | 2880 | 1843 |
| 0030 | BATTERY Aubert | -60,99373 | 14,67505 | La Lézarde Rivière | 740 | 40 | 40 | 5 | 3 | 6 | 14400 | 9216 |
| 0031 | EARL DE BELFORT | -60,99461 | 14,65317 | La Lézarde Rivière | 11168 | 150 | 150 | 11 | 6 | 6 | 237600 | 152064 |
| 0032 | SARL Societe AgricolePerinelle | -61,17720 | 14,75890 | Rivière des Pères | 1702 | 125 | 125 | 13 | 5 | 5 | 162500 | 104000 |
| 0037 | OLIERE Hubert | -61,03543 | 14,8197 | Le Marigot | 142 | 20 | 20 | 8 | 7 | 5 | 22400 | 14336 |
| 0038 | EARL HABITATION RIVIERE MONSIEUR | -61,04966 | 14,64963 | La Jambette Rivière | 282 | 20 | 20 | 14 | 5 | 5 | 28000 | 17920 |
| 0041 | EURL SIBAN | -61,01588 | 14,67435 | Rivière Blanche | 5801 | 160 | 160 | 11 | 5 | 6 | 211200 | 135168 |
| 0048 | EURL SIBAN | -61,02092 | 14,66570 | Rivière Prospérité | 96 | 200 | 100 | 9 | 6 | 6 | 259200 | 165888 |
| 0051 | AUGUSTINE Tania Valentine | -60,96893 | 14,65638 | Petite Rivière | 29 | 20 | 18 | 4 | 3 | 5 | 4800 | 3072 |
| 0063 | MARIE NOEL Charles Lambert | -60,94519 | 14,54166 | Rivière Les Couillisses | 62 | 20 | 20 | 6 | 7 | 7 | 23520 | 15053 |
| 0055 | Ets CLERENCE | -60,97412 | 14,63426 | Petite Rivière | 753 | 50 | 50 | 14 | 2 | 6 | 33600 | 21504 |
| 0066 | LE LAREINTY1 SA | -60,98177 | 14,61328 | La Lézarde Rivière | 12321 | 980 | 980 | 23 | 7 | 7 | 4417840 | 2827418 |
| 0069 | EARL BAN UNION SAINTE M | -60,97403 | 14,62662 | Petite Rivière | 768 | 145 | 100 | 16 | 7 | 5 | 324800 | 207872 |
| 0070 | SARL VALLEE DU LORRAIN | -61,04943 | 14,80844 | Rivière du Lorrain | 8136 | 110 | 110 | 8 | 5 | 12 | 211200 | 135168 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle Piv | NomAgriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Débit Maxi Demande (m3/h) | Débit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|--|------------|-----------|---------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0073 | EARL DESIRADE | -60,99537 | 14,66396 | La Lézarde Rivière | 11117 | 150 | 150 | 15 | 6 | 7 | 378000 | 241920 |
| 0074 | LAVERNE Violetta Ernest | -60,95148 | 14,67558 | Ravine Mansarde | 60 | 50 | 50 | 4 | 3 | 4 | 9600 | 6144 |
| 0075 | SARL HABITATION BOCHET | -60,98391 | 14,63940 | La Lézarde Rivière | 11344 | 300 | 300 | 17 | 7 | 8 | 1142400 | 731136 |
| 0076 | EARL HABITATION RIVIERE MONSIEUR EARL EXPLOITATION RIVIERE LA MANCHE | -61,04968 | 14,64964 | Rivière Monsieur | 2164 | 150 | 150 | 12 | 5 | 7 | 252000 | 161280 |
| 0077 | | -60,960048 | 14,54747 | Rivière Les Couillises | 1264 | 130 | 130 | 11 | 5 | 6 | 171600 | 109824 |
| 0078 | SARL RIVIERE LEZARDE | -60,995723 | 14,658826 | La Lézarde Rivière | 11152 | 160 | 100 | 13 | 5 | 12 | 499200 | 319488 |
| 0079 | SARL RIVIERE LEZARDE | -60,995723 | 14,658826 | La Lézarde Rivière | 11152 | 18 | 18 | 9 | 5 | 12 | 38880 | 24883 |
| 0080 | EXPLOITATION DU EPLEPPA ROBERT | -60,93419 | 14,65418 | Rivière Cacao | 219 | 20 | 20 | 3 | 3 | 6 | 4320 | 2765 |
| 0086 | EARL LA POULETTE | -60,98940 | 14,69466 | Rivière Petite Lézarde | 32 | 10 | 10 | 8 | 3 | 12 | 11520 | 7373 |
| 0088 | SOLUS Denise Jeanne | -60,91562 | 14,56245 | Rivière Roussane | 172 | 30 | 30 | 4 | 7 | 12 | 40320 | 25805 |
| 0089 | POULIN Turègne Lézin | -60,91949 | 14,55949 | Rivière Les Couillises | 180 | 15 | 15 | 3 | 3 | 5 | 2700 | 1728 |
| 0090 | EARL LES COULLISSES | -60,91971 | 14,55946 | Rivière Roussane | 180 | 25 | 25 | 9 | 7 | 6 | 37800 | 24192 |
| 0091 | DUVAL Chantal | -60,92105 | 14,54553 | Rivière Les Couillises | 42 | 15 | 15 | 3 | 3 | 5 | 2700 | 1728 |
| 0092 | BELFROY Georges José | -61,198265 | 14,796336 | Rivière Pointe Lamare | 243 | 16 | 16 | 3 | 3 | 5 | 2880 | 1843 |
| 0093 | DORBY Alex Victor | -60,89109 | 14,56065 | | 15 | 12 | 12 | 6 | 3 | 4 | 3456 | 2212 |
| 0094 | EARL Le Monde des Végétaux | -60,91990 | 14,54494 | Rivière Beausejour | 37 | 15 | 15 | 4 | 3 | 7 | 5040 | 3226 |
| 0096 | GFA CHANCEL | -60,97097 | 14,64488 | Petite Rivière | 651 | 300 | 300 | 19 | 6 | 6 | 820800 | 525312 |
| 0099 | EARL FIJO | -61,03704 | 14,78829 | Ruisseau de Saint-Jacques | 53 | 6 | 6 | 9 | 5 | 12 | 12960 | 8294 |
| 0107 | SARL LA RICHARD | -61,00303 | 14,72691 | Rivière du Gallion | 553 | 120 | 120 | 9 | 4 | 4 | 69120 | 44237 |
| 0108 | SARL LA RICHARD | -61,00289 | 14,72896 | Rivière du Gallion | 1515 | 250 | 120 | 11 | 5 | 6 | 330000 | 211200 |
| 0109 | SARL LA RICHARD | -60,99693 | 14,73423 | Rivière du Gallion | 65 | 20 | 20 | 8 | 4 | 12 | 30720 | 19661 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle Piv | NomAgriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Debit Maxi Demande (m3/h) | Debit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|-------------------------------------|------------|-----------|---------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0116 | EARL EXPLOITATION RIVIERE LA MANCHE | -60,96530 | 14,56451 | Rivière La Manche | 433 | 130 | 130 | 8 | 5 | 6 | 124800 | 79872 |
| 0118 | ASAPRBPM | -61,13586 | 14,86222 | Rivière Roche | 561 | 150 | 150 | 10 | 6 | 3 | 108000 | 69120 |
| 0119 | SARL POTICHE | -61,16520 | 14,86600 | Rivière Madame Esquola | 29 | 4 | 4 | 10 | 4 | 12 | 7680 | 4915 |
| 0125 | VERONIQUE Rosita | -60,87493 | 14,53200 | Rivière Madame Esquola | 14 | 15 | 15 | 5 | 4 | 6 | 7200 | 4608 |
| 0127 | SAINT PRIX FRANTZ SILVAIN | -60,99150 | 14,69408 | Rivière Petite Lézarde | 37 | 7 | 7 | 1 | 3 | 12 | 1008 | 645 |
| 0129 | SCEA VINCESLAS | -60,96904 | 14,67679 | | 12 | 40 | 13 | 3 | 3 | 6 | 8640 | 5530 |
| 0132 | SARL LITTLE | -61,00111 | 14,67111 | Rivière Blanche | 5866 | 120 | 120 | 13 | 4 | 5 | 124800 | 79872 |
| 0134 | SARL LITTLE | -60,99707 | 14,67021 | La Lézarde Rivière | 11060 | 8 | 8 | 8 | 3 | 12 | 9216 | 5898 |
| 0139 | SCEA BANANES DU GALION | -60,95275 | 14,71354 | Rivière du Galion | 3820 | 300 | 300 | 19 | 6 | 6 | 820800 | 525312 |
| 0140 | SCEA BANANE DU MARGRE | -60,96470 | 14,71414 | La Tracée Rivière | 1131 | 200 | 200 | 15 | 6 | 7 | 504000 | 322560 |
| 0143 | GAEC PICART | -61,12194 | 14,70189 | Rivière Picart | 252 | 2 | 2 | 24 | 1 | 6 | 1152 | 737 |
| 0146 | SARL SEMAM | -61,08123 | 14,84628 | Rivière Rouge | 549 | 120 | 120 | 9 | 3 | 4 | 51840 | 33178 |
| 0151 | CHARLES-ALFRED Thierry | -61,10408 | 14,76710 | Rivière Cloche | 76 | 5 | 5 | 24 | 7 | 12 | 40320 | 25805 |
| 0152 | PLATOF Michel Jacques | -60,98211 | 14,69036 | | 13 | 17 | 14 | 9 | 7 | 12 | 51408 | 32901 |
| 0163 | BARRU Patricia | -60,87548 | 14,56094 | Rivière Grande Case | 9 | 7 | 7 | 1 | 7 | 12 | 2352 | 1505 |
| 0164 | DESIRE Denis Laurent | -61,00253 | 14,63067 | Rivière du Longvilliers | 566 | 60 | 60 | 6 | 3 | 6 | 25920 | 16589 |
| 0167 | ROSALIE Parfait Frantz | -60,93724 | 14,62639 | Rivière Destroses | 24 | 5 | 5 | 24 | 7 | 12 | 40320 | 25805 |
| 0169 | SARL HORTIFRUIT | -61,03828 | 14,80902 | Le Marigot | 60 | 20 | 20 | 11 | 7 | 6 | 36960 | 23654 |
| 0171 | EARL CHARMINE BANANIERE | -61,016752 | 14,674973 | Rivière Blanche | 5800 | 290 | 290 | 8 | 5 | 12 | 556800 | 356352 |
| 0178 | METERY-GALERAND Michel | -61,18105 | 14,70918 | Rivière du Carbet | 5484 | 2 | 2 | 4 | 7 | 6 | 1344 | 860 |
| 0187 | FIDELINE 2000 | -61,15638 | 14,69199 | Rivière Fond Capot | 2121 | 10 | 10 | 7 | 3 | 5 | 4200 | 2688 |
| 0189 | SARL CHENEFAUX | -61,15382 | 14,85878 | | 63 | 2 | 2 | 10 | 7 | 12 | 6720 | 4301 |
| 0191 | SARL PARNASSE | -61,14253 | 14,75327 | Rivière Clitandre | 317 | 5 | 5 | 9 | 5 | 12 | 10800 | 6912 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle Piv | NomAgriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Débit Maxi Demande (m3/h) | Debit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|-------------------------------|------------|-----------|---------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0193 | UNION SARL | -60,98259 | 14,63193 | La Lézarde Rivière | 11349 | 300 | 300 | 14 | 6 | 12 | 1209600 | 774144 |
| 0195 | CIRAD | -60,96933 | 14,62055 | Ravine de Roches Carrées | 47 | 18 | 18 | 9 | 5 | 6 | 19440 | 12442 |
| 0202 | OUZE Félix Léon | -61,172807 | 14,732757 | Rivière Anse Latouche | 510 | 10 | 10 | 2 | 3 | 6 | 1440 | 922 |
| 0213 | EARL CASTEL | -61,05209 | 14,82874 | Rivière Crochemort | 68 | 10 | 10 | 8 | 4 | 9 | 11520 | 7373 |
| 0216 | VILDEUIL José | -61,08636 | 14,82335 | Rivière Rouge | 185 | 95 | 95 | 5 | 6 | 6 | 68400 | 43776 |
| 0220 | PAULIN Romuald Justin | -60,97989 | 14,56523 | Rivière Pierre | 54 | 19 | 19 | 7 | 7 | 7 | 26068 | 16684 |
| 0221 | BEUZE Dominique | -60,90113 | 14,53893 | Rivière La Nau | 4 | 5 | 5 | 6 | 6 | 7 | 5040 | 3226 |
| 0222 | CHERUBIN JEANETTE Eddy Simon | -60,92071 | 14,55961 | Rivière Roussane | 208 | 50 | 50 | 9 | 5 | 5 | 45000 | 28800 |
| 0226 | VOTIER Léon Richard | -60,98379 | 14,68609 | Rivière Pomme | 90 | 15 | 15 | 3 | 3 | 5 | 2700 | 1728 |
| 0228 | SARL PETIT MORNE | -60,98032 | 14,61775 | La Lézarde Rivière | 11457 | 300 | 300 | 24 | 7 | 9 | 181400 | 1161216 |
| 0229 | SARL PETIT MORNE | -60,98035 | 14,61818 | La Lézarde Rivière | 11457 | 300 | 300 | 24 | 7 | 12 | 2419200 | 1548288 |
| 0230 | SARL PETIT MORNE | -60,98022 | 14,61844 | La Lézarde Rivière | 69 | 80 | 36 | 10 | 5 | 12 | 192000 | 122880 |
| 0242 | PIQUIONNE Irma Julienne | -60,92062 | 14,55952 | Rivière Les Coulisses | 208 | 17 | 17 | 7 | 5 | 7 | 16660 | 10662 |
| 0247 | EARL DACOU | -61,13291 | 14,70206 | Rivière Coco | 440 | 15 | 15 | 8 | 3 | 4 | 5760 | 3686 |
| 0254 | SARL PLANTATION SAINT-ETIENNE | -61,01659 | 14,69116 | La Lézarde Rivière | 5 | 10 | 5 | 10 | 3 | 12 | 14400 | 9216 |
| 0255 | EARL HABITON GONDEAU | -61,02717 | 14,64331 | | 63 | 150 | 65 | 8 | 3 | 6 | 86400 | 55296 |
| 0256 | EARL HABITON GONDEAU | -61,02721 | 14,64539 | | 40 | 20 | 20 | 9 | 3 | 6 | 12960 | 8294 |
| 0257 | SARL CHOISY | -61,01593 | 14,66680 | | 16 | 90 | 17 | 9 | 6 | 8 | 155520 | 99533 |
| 0260 | SARL PETIT MORNE | -60,98157 | 14,61364 | La Lézarde Rivière | 12320 | 100 | 100 | 10 | 6 | 12 | 288000 | 184320 |
| 0261 | SARL RIFA | -61,00366 | 14,63486 | Rivière du Longvilliers | 566 | 140 | 140 | 13 | 7 | 12 | 611520 | 391373 |
| 0264 | SARL ANTILLES VITRO PLAN | -60,98959 | 14,65039 | La Lézarde Rivière | 11297 | 40 | 40 | 2 | 7 | 5 | 11200 | 7168 |
| 0269 | MESLIEN Josette Eléonore | -61,08632 | 14,82399 | | 189 | 17 | 17 | 6 | 3 | 7 | 8568 | 5484 |
| 0275 | LOUIS-THERESE Frantz Emile | -61,11202 | 14,77006 | Rivière Cloche | 79 | 10 | 10 | 2 | 7 | 12 | 6720 | 4301 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle Piv | NomAgriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Débit Maxi Demande (m3/h) | Débit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|---------------------------------|-----------|----------|---------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0276 | SARL RESSOURCE | -60,98477 | 14,73385 | Rivière du Gallion | 2017 | 30 | 30 | 9 | 7 | 12 | 90720 | 58061 |
| 0277 | SARL RESSOURCE | -60,98686 | 14,73572 | Rivière du Gallion | 2008 | 200 | 200 | 13 | 7 | 6 | 436800 | 279552 |
| 0278 | DELINDE Daniel Pépin | -60,96521 | 14,61129 | Ancien Lit de la Lézarde | 37 | 15 | 15 | 6 | 3 | 6 | 6480 | 4147 |
| 0279 | DELINDE Daniel Pépin | -60,96430 | 14,60013 | Ancien Lit de la Lézarde | 9 | 20 | 8 | 5 | 7 | 6 | 16800 | 10752 |
| 0282 | SCEA LES FIGUIERS | -61,10934 | 14,77778 | Rivière François | 153 | 16 | 16 | 8 | 4 | 12 | 24576 | 15729 |
| 0283 | PERONET Frédéric Emmanuel | -61,04897 | 14,80247 | | 5 | 8 | 5 | 2 | 1 | 12 | 768 | 492 |
| 0285 | LUC CAYOL Yvon Jean Pierre | -61,02808 | 14,67530 | Rivière Goureau | 297 | 30 | 30 | 2 | 3 | 7 | 5040 | 3226 |
| 0294 | BASTEL Moïse | -61,12195 | 14,83620 | | 402 | 15 | 15 | 3 | 4 | 5 | 3600 | 2304 |
| 0303 | SARL Jardin Capitaine Latouche | -61,17442 | 14,73264 | Rivière Anse Latouche | 517 | 48 | 48 | 4 | 5 | 5 | 19200 | 12288 |
| 0305 | EARL PETIT PRE | -61,00166 | 14,62868 | Rivière du Longvilliers | 566 | 25 | 25 | 10 | 6 | 12 | 72000 | 46080 |
| 0307 | BAGATELLE SARL | -60,99681 | 14,69684 | Rivière Petite Lézarde | 366 | 150 | 150 | 13 | 6 | 12 | 561600 | 359424 |
| 0308 | SA LAPALUN | -60,96045 | 14,54734 | Rivière Les Coulisses | 1264 | 50 | 50 | 8 | 5 | 5 | 40000 | 25600 |
| 0314 | SCEA LA FERME DES ETANGS | -60,96622 | 14,50275 | Rivière Oman | 12 | 24 | 13 | 4 | 7 | 4 | 10752 | 6881 |
| 0319 | OUEDY Alex Victor | -61,00027 | 14,58595 | La Lézarde Rivière | 177 | 18 | 18 | 2 | 3 | 11 | 4752 | 3041 |
| 0320 | UNION SARL | -60,97994 | 14,62888 | Ravine Bochette | 60 | 40 | 40 | 10 | 5 | 12 | 96000 | 61440 |
| 0321 | UNION SARL | -60,97412 | 14,62930 | Petite Rivière | 760 | 80 | 80 | 13 | 6 | 8 | 249600 | 159744 |
| 0322 | UNION SARL | -60,97390 | 14,62207 | Petite Rivière | 787 | 100 | 48 | 23 | 7 | 8 | 515200 | 329728 |
| 0326 | PAMPHILE ALAIN Alex | -60,97664 | 14,76135 | Petite Rivière Salée | 96 | 25 | 25 | 12 | 7 | 6 | 50400 | 32256 |
| 0327 | SCEA BANANE DU MALGRE | -60,97039 | 14,70946 | La Tracée Rivière | 104 | 15 | 15 | 11 | 5 | 12 | 39600 | 25344 |
| 0332 | MONLOUIS BONNAIRE Felix Mathias | -60,90315 | 14,53965 | Rivière La Nau | 73 | 50 | 50 | 7 | 6 | 6 | 50400 | 32256 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle PIV | NomAgriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Débit Maxi Demande (m3/h) | Débit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|-----------------------------------|------------|------------|---------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0333 | M' VOUILA Serge | -60,91141 | 14,56339 | Rivière Les Coulisses | 117 | 25 | 25 | 4 | 4 | 4 | 6400 | 4096 |
| 0334 | EARL DOMAINES THIEUBERT | -61,16762 | 14,75114 | La Roxelane Rivière | 4737 | 100 | 100 | 2 | 4 | 3 | 9600 | 6144 |
| 0336 | EARL LES SERRES DE PREVILLE | -61,14375 | 14,84665 | | 13 | 5 | 3 | 24 | 7 | 12 | 40320 | 25805 |
| 0341 | SARL LES JARDINIERS DU NORD | -61,10033 | 14,76203 | Rivière Cloche | 793 | 13 | 13 | 19 | 7 | 12 | 82992 | 53115 |
| 0343 | PIERRE LOUIS Charles Omer Louis | -60,89363 | 14,56129 | Rivière Mahault | 13 | 10 | 10 | 5 | 2 | 6 | 2400 | 1536 |
| 0345 | ELIAZORD Maurice Romuald | -60,98235 | 14,71267 | La Tracée Rivière | 489 | 17 | 17 | 5 | 7 | 5 | 11900 | 7616 |
| 0348 | BASTEL ODILE MARIE MAGDELEI | -61,04641 | 14,67781 | Rivière Goureau | 22 | 10 | 10 | 2 | 5 | 12 | 4800 | 3072 |
| 0349 | CHEVALIER MICHEL | -61,04405 | 14,76642 | Rivière de Bezaudin | 50 | 5 | 5 | 2 | 3 | 4 | 480 | 307 |
| 0350 | SCEA BANANES DU GALLON | -60,95290 | 14,71338 | Rivière du Gallon | 3820 | 30 | 30 | 8 | 5 | 12 | 57600 | 36864 |
| 0351 | SARL PERPIGNA | -61,15431 | 14,87115 | | 745 | 1 | 1 | 24 | 7 | 12 | 8064 | 5161 |
| 0356 | REINE dite REINETTE Viviane Marie | -60,93747 | 14,56686 | | 246 | 30 | 30 | 1 | 7 | 12 | 10080 | 6451 |
| 0357 | SARL BAGATELLE | -60,98317 | 14,72076 | La Tracée Rivière | 24 | 10 | 10 | 8 | 4 | 12 | 15360 | 9830 |
| 0358 | SARL BAGATELLE | -60,98326 | 14,71313 | La Tracée Rivière | 488 | 120 | 120 | 7 | 4 | 6 | 80640 | 51610 |
| 0359 | SARL MADININA CULTURE | -61,14252 | 14,75327 | Rivière Clitandre | 317 | 33 | 33 | 12 | 7 | 12 | 133056 | 85156 |
| 0361 | SARL LE JARDIN DE CHÂTEAU GAIL | -61,136890 | 14,76150 | Rivière La Calave | 214 | 20 | 20 | 15 | 7 | 12 | 100800 | 64512 |
| 0362 | BAGATELLE SARL | -60,99458 | 14,69822 | | 45 | 10 | 10 | 8 | 5 | 12 | 19200 | 12288 |
| 0363 | GOYETE ROSELINE | -60,99149 | 14,72658 | | 14 | 25 | 25 | 8 | 2 | 7 | 11200 | 7168 |
| 0366 | D.A.S.L SAS | -60,96828 | 14,48014 | Rivière Oman | 551 | 85 | 85 | 10 | 5 | 4 | 68000 | 43520 |
| 0367 | SCEA CONCORDE | -60,99700 | 14,76240 | Rivière Bambous | 22 | 20 | 20 | 9 | 5 | 12 | 68000 | 43520 |
| 0371 | AUGUSTIN Alex Sébastien | -61,07845 | 14,80020 | Rivière Grande Anse | 745 | 15 | 15 | 8 | 3 | 12 | 17280 | 11059 |
| 0372 | CAFEIERE SAS | -61,000555 | 14,7669444 | Rivière de Sainte-Marie | 809 | 200 | 200 | 9 | 5 | 12 | 432000 | 276480 |
| 0373 | CAFEIERE SAS | -61,010555 | 14,7433333 | Rivière de Sainte-Marie | 809 | 260 | 260 | 9 | 5 | 12 | 561600 | 359424 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle PIV | NomAgriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réserve (m3/h) | Débit Maxi Demande (m3/h) | Debit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|-----------------------------|------------|----------|---------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0374 | CAFEIERE SAS | -61,02618 | 14,75097 | Rivière Bambous | 336 | 180 | 180 | 9 | 5 | 12 | 388800 | 248832 |
| 0376 | CLAUDE JEAN-RAYMOND | -61,133319 | 14,70783 | Rivière de Beauvallon | 306 | 54 | 54 | 1 | 7 | 7 | 10584 | 6774 |
| 0380 | MONOTUKA Olivier | -60,96332 | 14,58617 | | 3 | 7 | 2 | 1 | 3 | 6 | 504 | 323 |
| 0381 | SCEA AU JARDIN DE TAVERNIER | -61,00070 | 14,58619 | La Lézarde Rivière | 178 | 35 | 35 | 3 | 6 | 5 | 12600 | 8064 |
| 0383 | AUGUSTINE Alfred Sylvère | -60,92771 | 14,51793 | | 4 | 2 | 2 | 6 | 7 | 6 | 2016 | 1290 |
| 0384 | EARL KFR | -60,92622 | 14,5336 | Ruisseau Fonds Masson | 25 | 17 | 17 | 6 | 4 | 7 | 11424 | 7311 |
| 0386 | DUCLOVEL LUDOVIC GEORGES | -61,09136 | 14,84042 | Rivière Capot | 13865 | 30 | 30 | 2 | 2 | 11 | 5280 | 3379 |
| 0387 | ASAUPIMV | -60,95868 | 14,69253 | Rivière de la Digue | 75 | 180 | 180 | 5 | 7 | 7 | 176400 | 112896 |
| 0388 | SARL HABITATION ASSIER | -61,08080 | 14,82850 | Rivière Claire | 267 | 15 | 15 | 10 | 5 | 12 | 36000 | 23040 |
| 0391 | PIERRE-GABRIEL Rosine | -61,16206 | 14,68341 | Rivière Fond Capot | 2191 | 17 | 17 | 6 | 7 | 6 | 17136 | 10967 |
| 0393 | EDEN SARL | -61,13165 | 14,80966 | Rivière Noire | 100 | 15 | 15 | 7 | 5 | 12 | 25200 | 16128 |
| 0398 | FLORENTIN VINCENT ELIE | -61,14517 | 14,69446 | Rivière La Mare | 267 | 20 | 20 | 24 | 7 | 12 | 161280 | 103219 |
| 0399 | EARL LA DIGUE | -61,14580 | 14,69589 | Rivière La Mare | 5209 | 20 | 20 | 23 | 7 | 12 | 154560 | 98918 |
| 0400 | EARL HORTICOLE PETIT GALLON | -60,99964 | 14,74270 | Rivière Petit Gallon | 1798 | 205 | 205 | 4 | 4 | 4 | 52480 | 33587 |
| 0404 | BOURGEOIS Jacques hughues | -61,00922 | 14,64463 | Rivière du Longvilliers | 37 | 15 | 15 | 2 | 6 | 8 | 5760 | 3686 |
| 0405 | EARL ARCE | -61,06931 | 14,82789 | Rivière Grande Anse | 1256 | 35 | 35 | 10 | 5 | 12 | 84000 | 53760 |
| 0408 | Mairie DU MORNE VERT | -61,12256 | 14,70797 | Petite Rivière du Carbet | 93 | 67 | 67 | 13 | 7 | 11 | 268268 | 171692 |
| 0409 | Mairie DU MORNE VERT | -61,12214 | 14,70085 | Rivière Fond Capot | 46 | 100 | 100 | 8 | 7 | 12 | 268800 | 172032 |
| 0410 | Mairie DU MORNE VERT | -61,12818 | 14,69849 | Rivière Tranchette | 37 | 10 | 10 | 24 | 7 | 12 | 80640 | 51610 |
| 0413 | SARL HABITATION COCOTTE | -60,99469 | 14,57493 | La Lézarde Rivière | 127 | 80 | 80 | 20 | 7 | 5 | 224000 | 143360 |
| 0414 | SARL HABITATION COCOTTE | -60,98194 | 14,55975 | Rivière La Manche | 462 | 120 | 120 | 20 | 7 | 5 | 336000 | 215040 |
| 0415 | LE LAREINTY SA | -60,98233 | 14,61311 | La Lézarde Rivière | 12322 | 300 | 300 | 20 | 7 | 5 | 840000 | 537600 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle Piv | Nom Agriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Débit Maxi Demande (m3/h) | Débit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|---------------------------------|------------|----------|--------------------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0416 | SARL Societe Agricole Perinelle | -61,17746 | 14,75881 | Rivière des Pères | 1702 | 125 | 125 | 13 | 6 | 4 | 156000 | 99840 |
| 0418 | DAPHNE Patricia | -61,15968 | 14,73953 | | 9 | 10 | 10 | 6 | 4 | 4 | 3840 | 2458 |
| 0420 | VIDAL Marlène Joséphine | -61,03769 | 14,68819 | La Lézarde Rivière | 303 | 10 | 10 | 3 | 4 | 4 | 1920 | 1229 |
| 0421 | MAURICRACE Jules | -61,10712 | 14,76225 | Rivière Capot | 874 | 10 | 10 | 8 | 7 | 12 | 26880 | 17203 |
| 0424 | EARL DANAP PRODUCTIONS | -61,11338 | 14,76264 | | 922 | 10 | 10 | 1 | 7 | 12 | 3360 | 2150 |
| 0426 | CHÂTEAU DEGAT Jeanne | -61,10934 | 14,77778 | Rivière François | 153 | 15 | 15 | 6 | 7 | 5 | 12600 | 8064 |
| 0427 | ASAPRBPM | -61,11339 | 14,82915 | Rivière Falaise | 1331 | 540 | 540 | 24 | 7 | 7 | 2540160 | 1625702 |
| 0428 | ASAPRBPM | -61,10152 | 14,85950 | Rivière Pocquet | 1746 | 60 | 60 | 19 | 7 | 4 | 127680 | 81715 |
| 0429 | ASAPRBPM | -61,10563 | 14,84734 | Rivière Pocquet | 1595 | 55 | 55 | 24 | 7 | 4 | 147840 | 94618 |
| 0430 | ASAPRBPM | -61,12016 | 14,83995 | Rivière Pocquet | 1039 | 540 | 540 | 24 | 7 | 4 | 1451520 | 928973 |
| 0431 | ASAPRBPM | -61,12382 | 14,84779 | Rivière de Basse-Pointe | 901 | 240 | 240 | 19 | 7 | 4 | 510720 | 326861 |
| 0432 | ASAPRBPM | -61,11807 | 14,85897 | Rivière de Basse-Pointe | 1079 | 240 | 240 | 19 | 7 | 4 | 510720 | 326861 |
| 0433 | ASAPRBPM | -61,13017 | 14,87016 | Rivière Roche | 579 | 50 | 50 | 19 | 7 | 4 | 106400 | 68096 |
| 0434 | ASAPRBPM | -61,12857 | 14,86291 | Rivière Hackaert | 265 | 50 | 50 | 19 | 7 | 4 | 106400 | 68096 |
| 0435 | ASAPRBPM | -61,13638 | 14,86225 | Rivière Roche | 560 | 100 | 100 | 17 | 7 | 4 | 190400 | 121856 |
| 0436 | ASAPRBPM | -61,13770 | 14,86043 | Rivière Roche | 554 | 70 | 70 | 24 | 7 | 3 | 141120 | 90317 |
| 0437 | ASAPRBPM | -61,15214 | 14,85268 | Rivière de Macouba ou Rivière Verger | 1071 | 75 | 75 | 24 | 7 | 4 | 201600 | 129024 |
| 0441 | REMARD Jean Luc Benjamin | -060,99736 | 14,74025 | Rivière du Galion | 1839 | 20 | 20 | 6 | 3 | 5 | 7200 | 4608 |
| 0442 | VERNON Auguste Christophe | -60,95552 | 14,51338 | Rivière de Trenelle | 128 | 3 | 3 | 1 | 3 | 11 | 396 | 253 |
| 0443 | VIANAS Emile | -60,98150 | 14,70737 | La Tracée Rivière | 19 | 24 | 20 | 2 | 3 | 4 | 2304 | 1475 |
| 0446 | SARL HABITATION TRIANON | -60,91540 | 14,61455 | Rivière Desroses | 304 | 200 | 200 | 15 | 4 | 5 | 240000 | 153600 |
| 0449 | ARNAUD Patricia | -60,90670 | 14,57023 | Rivière Saut | 17 | 10 | 10 | 3 | 4 | 6 | 2880 | 1843 |
| 0451 | GFA BEAUSEJOUR | -61,17595 | 14,86816 | Grande Rivière | 2985 | 80 | 80 | 24 | 7 | 4 | 215040 | 137626 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle Piv | Nom Agriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Débit Maxi Demande (m3/h) | Débit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|----------------------------|-----------|----------|--------------------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0453 | VARISOT Donaid | -61,04824 | 14,70696 | La Lézarde Rivière | 1481 | 10 | 10 | 24 | 7 | 12 | 80640 | 51610 |
| 0456 | NOUVET Daniel Guy | -60,95379 | 14,67935 | Ravine Mansarde | 43 | 63 | 45 | 3 | 3 | 7 | 15876 | 10161 |
| 0458 | EARL PREVILLE | -61,13766 | 14,85992 | Rivière Roche | 553 | 21 | 21 | 9 | 4 | 12 | 36288 | 23224 |
| 0459 | EARL PELE | -61,11282 | 14,77476 | | 68 | 5 | 5 | 7 | 3 | 12 | 5040 | 3226 |
| 0460 | SAS DISTILLERIE DU SIMON | -60,87029 | 14,58524 | Rivière du Simon | 344 | 50 | 50 | 19 | 6 | 5 | 114000 | 72960 |
| 0461 | RANSAY Frédéric | -61,05266 | 14,79539 | Rivière du Lorrain | 7564 | 100 | 100 | 8 | 7 | 12 | 268800 | 172032 |
| 0462 | RENGASSAMY Jean | -60,93198 | 14,50614 | | 2 | 1 | 1 | 4 | 7 | 7 | 784 | 502 |
| 0463 | GOSSE ALEXANDRE | -60,96869 | 14,52428 | Rivière l'Abandon | 192 | 10 | 10 | 4 | 7 | 5 | 5600 | 3584 |
| 0467 | SAINTE -LUCE Philippe | 061,02657 | 14,73809 | | 111 | 2 | 2 | 24 | 7 | 12 | 16128 | 10322 |
| 0468 | ASAPRBPM | 061,09639 | 14,83184 | Rivière Falaise | 1704 | 40 | 40 | 6 | 6 | 6 | 34560 | 22118 |
| 0469 | EARL Le Monde des Végétaux | 060,94431 | 14,59425 | Rivière La Manche | 96 | 25 | 25 | 4 | 3 | 4 | 4800 | 3072 |
| 0471 | ABSM | 060,87683 | 14,51424 | | 68 | 15 | 15 | 2 | 3 | 5 | 1800 | 1152 |
| 0473 | EARL LOMBE | 060,97572 | 14,59538 | Rivière Caleçon | 129 | 20 | 20 | 3 | 3 | 4 | 2880 | 1843 |
| 0475 | SCEA VICTOIRE | 060,93143 | 14,61458 | | 28 | 28 | 28 | 2 | 7 | 12 | 18816 | 12042 |
| 0479 | SAINTE ROSE MERIL Fred | 060,93411 | 14,65192 | Rivière Cacao | 217 | 50 | 50 | 4 | 3 | 5 | 12000 | 7680 |
| 0481 | EARL RORIPPA | 061,11303 | 14,74917 | Rivière Capot | 319 | 100 | 100 | 3 | 7 | 12 | 100800 | 64512 |
| 0482 | ALSENA née BELLERI Karine | -61,04552 | 14,72636 | Rivière du Galion Bras Gommier Percé | 140 | 10 | 10 | 2 | 3 | 12 | 2880 | 1843 |
| 0485 | LABEAU Corinne | -61,13538 | 14,73458 | Ravine Mabouya | 39 | 5 | 5 | 1 | 3 | 4 | 240 | 154 |
| 0486 | ADELE KULTURE | -61,03232 | 14,72023 | | 12 | 5 | 5 | 1 | 3 | 6 | 360 | 230 |
| 0487 | BUISSON Raymond Gabriel | -60,91431 | 14,57801 | Rivière Les Couillises | 20 | 5 | 5 | 3 | 3 | 5 | 900 | 576 |
| 0490 | BOSTON Corinne | -60,94934 | 14,68329 | Ravine Mansarde | 23 | 25 | 25 | 2 | 5 | 4 | 4000 | 2560 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle Piv | Nom Agriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Débit Maxi Demande (m3/h) | Débit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|--------------------------------|------------|-----------|---------------------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0491 | BERNABE Franck | -60,88102 | 14,52340 | Grande Rivière Pilote | 96 | 10 | 10 | 2 | 3 | 3 | 720 | 461 |
| 0492 | EARL RORIPPA | -61,113199 | 14,747000 | Rivière Roche | 297 | 50 | 50 | 5 | 6 | 12 | 72000 | 46080 |
| 0494 | MELT Philippe | 060,98446 | 14,73890 | Rivière du Gallion | 11 | 5 | 5 | 3 | 5 | 5 | 1500 | 960 |
| 0495 | LAHELLY Marie-France | 061,13958 | 14,76498 | Rivière La Galette | 184 | 15 | 15 | 5 | 5 | 4 | 6000 | 3840 |
| 0496 | GUITTEAUD Miguel | 061,13658 | 14,76081 | Rivière La Calave | 112 | 5 | 5 | 24 | 7 | 12 | 40320 | 25805 |
| 0498 | CHARLES-ALFRED Maurice | 061,10319 | 14,76595 | Rivière Cloche | 16 | 5 | 5 | 19 | 7 | 12 | 31920 | 20429 |
| 0502 | GALVA Christian | 061,05758 | 14,81332 | Rivière Fonds Massacre | 31 | 5 | 5 | 24 | 7 | 12 | 40320 | 25805 |
| 0503 | EARL LES OLIVIERS | 061,09365 | 14,81092 | Rivière Pirogue | 15 | 5 | 5 | 6 | 5 | 8 | 4800 | 3072 |
| 0504 | EARL ZIME | 060,97719 | 14,75794 | Petite Rivière Salée | 28 | 30 | 30 | 6 | 4 | 6 | 17280 | 11059 |
| 0505 | CRATERE Louis Robin | 060,91719 | 14,55492 | Rivière La Nau | 252 | 80 | 80 | 3 | 3 | 4 | 11520 | 7373 |
| 0507 | EARL DUCOUDRAY | 061,04921 | 14,81087 | Rivière du Lorrain | 8135 | 100 | 100 | 5 | 4 | 12 | 96000 | 61440 |
| 0508 | EARL DUCOUDRAY | 061,05249 | 14,05249 | Rivière Carabin | 281 | 16 | 0 | 7 | 6 | 7 | 18816 | 12042 |
| 0509 | Mairie de Case Pilote | 061,13206 | 14,65196 | Rivière de Case-pilote | 645 | 5 | 5 | 9 | 7 | 10 | 12600 | 8064 |
| 0510 | ANNERY Daniel | 060,96876 | 14,66873 | Petite Rivière | 194 | 20 | 20 | 7 | 3 | 6 | 10080 | 6451 |
| 0511 | ALIMELIE Richard | 061,04985 | 14,70744 | Rivière Rouge | 1448 | 10 | 10 | 4 | 7 | 12 | 13440 | 8602 |
| 0512 | EXPLOITATION DU EPLEPPA ROBERT | -61,048794 | 14,828262 | Rivière Fonds Massacre | 51 | 20 | 20 | 2 | 3 | 6 | 2880 | 1843 |
| 0513 | EXPLOITATION DU EPLEPPA ROBERT | -61,002845 | 14,715952 | Ravine de Dumaine | 233 | 20 | 20 | 2 | 3 | 5 | 2400 | 1536 |
| 0514 | MACDOOM Jean-Charles | -61,04690 | 14,73645 | Rivière du Gallion Bras Gommier Percé | 32 | 5 | 5 | 2 | 7 | 5 | 1400 | 896 |
| 0515 | EARL SEBASAGRI | -61,032125 | 14,757070 | | 4 | 4 | 4 | 2 | 7 | 12 | 2688 | 1720 |
| 0516 | FIDELIN Michael, Médar | -61,13680 | 14,72122 | Ravine Foyal | 38 | 5 | 5 | 1 | 3 | 3 | 180 | 115 |
| 0517 | EARL PONTALERY | -60,96885 | 14,6536 | Petite Rivière | 445 | 10 | 10 | 2 | 5 | 5 | 2000 | 1280 |
| 0518 | DOMETILLE Emmanuel Théodore | -61,116497 | 14,729853 | Rivière du Carbet | 39 | 5 | 5 | 1 | 3 | 12 | 720 | 461 |

**LISTE DES PRELEVEURS AUTORISES
SECOND SEMESTRE 2014**

| Cle Piv | Nom Agriculteur | X | Y | Nom Rivière Forage Source | Débit réservé (m3/h) | Débit Maxi Demande (m3/h) | Débit Autorisé (m3/h) | Nombre Heures /j | Nombre Jours /sem | Nombre Mois /an | Volume An Demandé (m3) | Volume An Autorisé (m3) |
|---------|-----------------------|------------|-----------|---------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|-----------------|------------------------|-------------------------|
| 0519 | Parc Naturel Regional | -61,12040 | 14,65381 | Rivière de Fond-Bourlet | 745 | 21 | 1 | 1 | 12 | 21 | 1008 | 645 |
| 0520 | LESSORT Nelly Simone | -61,10476 | 14,77418 | Rivière François | 50 | 5 | 1 | 4 | 12 | 5 | 960 | 614 |
| 0521 | JEAN-MARIE Stephane | -61,06181 | 14,81657 | Rivière La Salle | 25 | 24 | 2 | 4 | 5 | 24 | 3840 | 2458 |
| 0522 | EARL MORNE COCO | -61,12312 | 14,75087 | Rivière Madame | 54 | 5 | 1 | 3 | 12 | 5 | 720 | 461 |
| 0523 | CONSEIL GENERAL | -61,044630 | 14,536755 | Rivière de la Pagerie | 137 | 150 | 3 | 7 | 4 | 150 | 50400 | 32256 |



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n °2014205-0028

**signé par
Préfet**

le 24 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

Arrêté portant levée de mesures d'urgence
pour la surveillance des émissions
atmosphériques du site de production
électrique de Bellefontaine exploitée par EDF
Martinique.

PREFET DE LA MARTINIQUE

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LA MARTINIQUE
SERVICE RISQUES ENERGIE ET CLIMAT

ARRETE n° 2014205-0028 du 24 juillet 2014

Portant levée de mesures d'urgence pour la surveillance des émissions atmosphériques du site de production électrique de Bellefontaine exploitée par EDF Martinique.

LE PREFET DE LA MARTINIQUE

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son article R512-31;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret du Président de la République du 2 mars 2011 portant nomination de M. Laurent Prévost en qualité de préfet de la région Martinique ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion ainsi que des chaudières utilisées en postcombustion soumis à autorisation sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 96-1163 du 5 juin 1996 autorisant la société EDF Service Martinique à exploiter une centrale thermique de production d'énergie sur le territoire de la commune de Bellefontaine, modifié ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 051784 du 14 juin 2005, modifié, instituant une procédure d'information et de recommandations ainsi que d'alerte du public en cas de dépassement de seuils de concentration d'ozone, de dioxydes d'azote, de dioxydes de soufre ou de poussières présents dans l'air ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012254-0014 du 10 septembre 2012, portant mesures d'urgence qui doivent être réalisées par EDF pour la surveillance des émissions atmosphériques du site de production électrique de Bellefontaine ;
- Vu** le rapport n° ENV-14-500 du 19 juin 2014 et les propositions du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, faisant suite à la visite d'inspection approfondie réalisée le 18 juin 2014 ;
- Considérant** que les groupes de production BB1 à BF10 de la centrale électrique visée par le présent arrêté sont à l'arrêt définitif depuis le 13 mai 2014 et que le contrôle de leurs émissions atmosphériques ne s'impose plus ;
- Considérant** que la centrale électrique de Bellefontaine, exploitée par la société EDF Martinique, a cessé ses approvisionnements de FO2 ;

Considérant qu'il n'est plus nécessaire, pour protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, de procéder à la surveillance des rejets atmosphériques et à l'analyse des carburants utilisés pour le fonctionnement de la centrale ;

Considérant qu'en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées. Ils peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

Considérant les observations formulées par l'exploitant le 10 juillet 2014 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les prescriptions des articles 2.1 et 2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2012254-0014 du 10 septembre 2012, portant mesures d'urgence devant être réalisées par EDF Martinique pour la surveillance des émissions atmosphériques du site de production électrique de Bellefontaine, sont annulées.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant, EDF, et peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Fort de France :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où cet arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

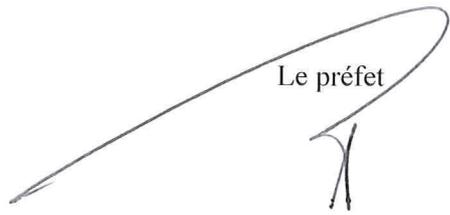
Tous les délais cités au présent arrêté s'entendent, sauf précision explicite contraire, à compter de la notification du dit arrêté à l'exploitant.

ARTICLE 3 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Bellefontaine et tenue à la disposition du public.

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Maire de Bellefontaine, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Le préfet



Laurent PREVOST



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n ° 2014205-0029

**signé par
Préfet**

le 24 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

Arrêté donnant acte de la clôture d'instruction d'une étude de dangers et portant prescriptions complémentaires à la société Rhums Martiniquais Saint James pour son établissement exploité à Sainte- Marie.

PREFET DE LA MARTINIQUE

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMÉNAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LA MARTINIQUE
SERVICE RISQUES ENERGIE ET CLIMAT

ARRETE n° 2014205-0029 DU 24 JUILLET 2014

Donnant acte de la clôture d'instruction d'une étude de dangers et portant prescriptions complémentaires à la société Rhums Martiniquais Saint James pour son établissement exploité à Sainte-Marie.

LE PREFET DE LA MARTINIQUE

Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'Environnement, notamment son livre V, Titre 1er et ses articles R.512-28 à R.512-32 ;

Vu la loi n° 2002-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du 2 mars 2011 portant nomination de M. Laurent Prevost en qualité de préfet de la région Martinique.

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09-02831 du 20 août 2009, portant autorisation la Société Rhums Martiniquais Saint James à exploiter une rhumerie sur le territoire de la commune de Sainte-Marie ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-01737 du 26 mai 2010 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09-02831 du 20 août 2009, susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-00256 du 26 janvier 2012 portant prescriptions complémentaires pour l'actualisation de l'étude de dangers de l'établissement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, suite à la visite du 13 mars 2014 de la distillerie Saint James, située sur la commune de Sainte-Marie.

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques rendu en sa séance du 03 juin 2014 ;

Considérant que la société Rhums Martiniquais Saint James doit garantir que les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sainte Marie ne portent pas atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la société Rhums Martiniquais Saint James a procédé à l'actualisation de l'étude de dangers de son établissement dans les formes prévues par l'arrêté n° 12-00256 du 26 janvier 2012 susvisé ;

Considérant que la société Rhums Martiniquais Saint James doit tenir compte de l'impact de son établissement par rapport aux voies de circulation qui longent le site de production et de stockage de rhum ;

Considérant qu'il ressort de l'analyse de l'inspection des installations classées, que l'étude de dangers met en évidence que des dispositions doivent être prises pour garantir la sécurité autour des installations, par l'adaptation du plan d'opération interne et notamment la cinétique d'intervention des moyens de police et d'intervention en cas de sinistre ;

Considérant que la société Rhums Martiniquais Saint James doit s'assurer des conditions de sécurité satisfaisantes pour les visiteurs qui empruntent les circuits de visites touristiques de l'établissement, du musée et du local de vente, par rapport aux risques d'incendie et d'explosion qui peuvent impacter son établissement ;

Considérant qu'en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ils peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

Considérant que l'exploitant a été entendu lors du CODERST du 03 juin 2014 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Martinique.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il est donné acte, à la société Rhumerie Martiniquais Saint James, dont le siège social est situé Usine de Sainte Marie, BP 37, 97230 à Sainte Marie, de la révision de l'étude de dangers de la rhumerie qu'elle exploite à la même adresse.

ARTICLE 2 :

La société Rhums Martiniquais Saint James, dénommée ci-après, l'exploitant, doit, pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Sainte Marie, respecter les dispositions du présent arrêté :

ARTICLE 3 : Sécurité des visiteurs :

Sous un délai de 3 mois dès la notification du présent arrêté :

En vue de garantir la sécurité des visiteurs, l'exploitant met en place des consignes de sécurité et un plan de circulation au sein des installations, qui tiennent compte de la présence de zones à risques d'effets thermiques et de surpression, telles qu'identifiées dans son étude de dangers dans sa version actualisée la plus récente.

Les conditions de présence du public au sein de l'établissement, les consignes et le plan de circulation prévus dans le présent article doivent être approuvés par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA).

Article 4 : Actualisation du plan d'opération interne :

Sous un délai de 3 mois dès la notification du présent arrêté :

En vue de garantir la sécurité des usagers de la route nationale 1 et de la voie communale jouxtants les installations de production et de stockage de rhum, l'exploitant actualise son plan d'opération interne en tenant compte des éléments de son étude de dangers et en étroite collaboration avec :

- a) Le service interministériel de défense et de protection civiles ;
- b) Le service départemental d'incendie et de secours de la Martinique ;
- c) La brigade de gendarmerie territorialement compétente.

Le plan d'opération interne définit :

- a) La cinétique opérationnelle d'alerte des services de police et de secours, afin de garantir la sécurité des usagers des voies de circulations jouxtant les installations et notamment, la mise en place rapide des dispositifs de police et de secours ;
- b) Les conditions d'évacuation et/ou de mise en sécurité des visiteurs de la rhumerie.

Le plan d'opération interne est présenté à la Commission Départementale de Sécurité.

ARTICLE 5

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Dans tous les cas, les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE 6 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Sainte-Marie pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum de un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera notifié à la société Rhums Martiniquais Saint James et publié au recueil des actes administratifs du département.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. Le Maire de Sainte-Marie ;
- M. le Sous Préfet de Trinité ;
- Mme. la Directrice de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt ;
- M Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé ;
- M. Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- M. Le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ;
- M. le Secrétaire général de la préfecture ;
- M. Le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement.

Qui sont chargés, chacun pour ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Martinique

LE PRÉFET

A Fort de France, le 24 JUIL. 2014

Laurent PREVOST



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n ° 2014209-0025

**signé par
DEAL**

le 28 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

ARRÊTÉ portant attribution d'une subvention de l'Etat à l'Association Comité de la Randonnée Pédestre de la Martinique pour réaliser son programme d'éducation à l'environnement de l'année 2014

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Mission Promotion du Développement Durable

Programme : 217

Budget : Action 01 – Sous-action 18

N° de l'activité 021701010205 – libellé chorus : partenariat associatif

ARRÊTÉ N° 20142090025 portant attribution d'une subvention de l'Etat à

**l'Association Comité de la Randonnée Pédestre de la Martinique pour réaliser son
programme d'éducation à l'environnement de l'année 2014**

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er Août 2001 relative aux lois des finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;
- VU** la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, de finances pour 2014 ;
- VU** le décret-loi du 02 mai 1938 relatif aux subventions accordées par l'Etat aux associations, sociétés ou collectivités privées ;
- VU** le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
- VU** le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement, modifié par le décret 2003-367 du 18 avril 2003, par le décret 2000-1241 du 11 décembre 2000, et par le décret 2001-120 du 07 février 2001.
- VU** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
- VU** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'Outre-Mer, à Mayotte et à Saint-Pierre et Miquelon ;
- VU** le décret du 02 mars 2011 nommant M. Laurent PREVOST préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;
- VU** l'arrêté du 29 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du Ministère des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;
- VU** l'arrêté n° 10-04324 du 30 décembre 2010 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
- VU** l'arrêté n° 2014198-0006/DALI/PAJC du 17/07/2014 donnant délégation de signature à Monsieur Eric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, au titre de l'article 100 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.
- VU** la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations ;
- VU** les crédits notifiés sur le programme 0217 lors du dialogue de gestion pour 2014 et la mise à disposition des autorisations d'engagement correspondantes dans le système CHORUS au titre de la gestion 2014 ;
- VU** la demande de subvention présentée par l'association le 17 juillet 2014
- SUR** proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 1 | <i>Montant de la subvention</i> |
|------------------|--|

Une subvention de **9 000 euros (neuf mille euros)** est accordée à l'association Comité de la Randonnée Pédestre de la Martinique (CRPM)
 Maison du tourisme vert – 9 bld du Général de Gaulle BP 1003 – 97247 Fort de France
 cédex
 (N° de Siret : 39359761200026)

Le montant de la subvention attribuée représente **18,27 %** du coût de l'opération.

| | |
|------------------|-------------------------------|
| ARTICLE 2 | Objet de la subvention |
|------------------|-------------------------------|

Cette subvention a pour but d'aider « **l'association COMITE DE LA RANDONNEE PEDESTRE de la MARTINIQUE** » à réaliser son programme d'éducation à l'environnement de l'année 2014 : campagne « sentiers propres » - journée mondiale des zones humides – 13ème rando-challenge – 7ème rando éco-citoyenne – opération « un chemin une école ».

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 3 | Imputation de la dépense et comptable assignataire |
|------------------|---|

Cette subvention sera imputée sur le programme 217, Domaine fonctionnel : 0217-01-18 - N° de l'activité 021701010205 du budget du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie , pour l'exercice de l'année 2014.

Le comptable assignataire est Monsieur le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique.

| | |
|------------------|-----------------------------------|
| ARTICLE 4 | Versement de la subvention |
|------------------|-----------------------------------|

La subvention sera versée **en une seule fois, dès la signature de la présente décision**, par virement au compte suivant :

NOM DE LA BANQUE : BNP PARIBAS MARTINIQUE

| Code Banque | Code Guichet | Numéro de compte | Clé |
|-------------|--------------|------------------|-----|
| 13088 | 09090 | 07084600024 | 78 |

| | |
|------------------|----------------------------|
| ARTICLE 5 | Plan de financement |
|------------------|----------------------------|

| CONTRIBUTEURS | TAUX | MONTANT |
|--|----------------|-----------------|
| DEAL | 18,27% | 9 000 € |
| CNDS | 13,20% | 6 500 € |
| Conseil Régional | 9,14% | 4 500 € |
| Conseil Général | 9,54% | 4 700 € |
| comité (fonds propres) | 1,52% | 750 € |
| bénévolat | 29,44% | 14 500 € |
| vente de produits finis, de marchandises, prestations de service | 6,09% | 3 000 € |
| communes | 1,02% | 500 € |
| aides privées | 4,47% | 2 200 € |
| USEP Martinique | 7,31% | 3 600 € |
| TOTAL | 100,00% | 49 250 € |

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 6 | Contrôle de l'utilisation de la subvention |
|------------------|---|

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de fournir à Mr le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, dans les six mois de la fin de l'exercice, un compte d'emploi de la somme perçue accompagné d'un relevé des pièces justificatives qui devront pouvoir être présentées à toute réquisition.

En cas de non réalisation, partielle ou totale, des prestations objet de la présente subvention, ou de réalisation non conforme avec le projet accepté et subventionné, le bénéficiaire devra procéder au reversement des sommes indûment perçues.

| | |
|------------------|------------------------------|
| ARTICLE 7 | Engagement de dépense |
|------------------|------------------------------|

La présente décision vaut engagement de dépense en application de l'article 29 du décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962.

| | |
|------------------|---------------------------------|
| ARTICLE 8 | Exécution de la décision |
|------------------|---------------------------------|

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement



Jean-Louis VERNIER

28 JUIL. 2014



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n °2014209-0026

**signé par
DEAL**

le 28 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

ARRÊTÉ portant attribution d'une subvention de l'Etat à l'Association BAY BALAN pour l'aider à la réalisation de « pokage », caisson, réalisé à partir de la récupération de palettes en bois, support pour autosuffisance, permettant de cultiver dans son appartement

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Mission Promotion du Développement Durable

Programme : 217

Budget : Action 01 – Sous-action 18

N° de l'activité 021701010205 – libellé chorus : partenariat associatif

ARRÊTÉ N° 2014209-0026

portant attribution d'une subvention de l'Etat
à

l'Association BAY BALAN

pour l'aider à la réalisation de « pokage », caisson, réalisé à partir de la récupération de palettes en bois, support pour autosuffisance, permettant de cultiver dans son appartement

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er Août 2001 relative aux lois des finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;
- VU** la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, de finances pour 2014 ;
- VU** le décret-loi du 02 mai 1938 relatif aux subventions accordées par l'Etat aux associations, sociétés ou collectivités privées ;
- VU** le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
- VU** le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement, modifié par le décret 2003-367 du 18 avril 2003, par le décret 2000-1241 du 11 décembre 2000, et par le décret 2001-120 du 07 février 2001.

- VU** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
- VU** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'Outre-Mer, à Mayotte et à Saint-Pierre et Miquelon ;
- VU** le décret du 02 mars 2011 nommant M. Laurent PREVOST préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;
- VU** l'arrêté du 29 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du Ministère des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;
- VU** l'arrêté n° 10-04324 du 30 décembre 2010 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
- VU** l'arrêté n° 2014198-0006/DALI/PAJC du 17/07/2014 donnant délégation de signature à Monsieur Eric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, au titre de l'article 100 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.
- VU** la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations ;
- VU** les crédits notifiés sur le programme 0217 lors du dialogue de gestion pour 2014 et la mise à disposition des autorisations d'engagement correspondantes dans le système CHORUS au titre de la gestion 2014 ;
- VU** la demande de subvention présentée par l'association le 19 mai 2014
- SUR** proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 1 | <i>Montant de la subvention</i> |
|------------------|--|

Une subvention de **2 000 euros (deux mille euros)** est accordée à l'association BAY BALAN
 Bât 2 RDC – Cité Morne Calebasse – 97200 FORT DE FRANCE
 (N° de Siret : 52373933200014)

Le montant de la subvention attribuée représente **40%** du coût de l'opération.

| | |
|------------------|-------------------------------|
| ARTICLE 2 | Objet de la subvention |
|------------------|-------------------------------|

Cette subvention a pour but d'aider « l'association « **BAY BALAN** » à la réalisation de « pokage », caisson, réalisé à partir de la récupération de palettes en bois, support pour autosuffisance, permettant de cultiver dans son appartement.

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 3 | Imputation de la dépense et comptable assignataire |
|------------------|---|

Cette subvention sera imputée sur le programme 217, Domaine fonctionnel : 0217-01-18 - N° de l'activité 021701010205 du budget du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie , pour l'exercice de l'année 2014.

Le comptable assignataire est Monsieur le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique.

| | |
|------------------|-----------------------------------|
| ARTICLE 4 | Versement de la subvention |
|------------------|-----------------------------------|

La subvention sera versée **en une seule fois, dès la signature de la présente décision**, par virement au compte suivant :

NOM DE LA BANQUE : BRED BANQUE POPULAIRE

| Code Banque | Code Guichet | Numéro de compte | Clé |
|-------------|--------------|------------------|-----|
| 10107 | 00622 | 00531022641 | 71 |

| | |
|------------------|----------------------------|
| ARTICLE 5 | Plan de financement |
|------------------|----------------------------|

| CONTRIBUTEURS | TAUX | MONTANT |
|---|----------------|----------------|
| DEAL | 40,00% | 2 000 € |
| Communes | 20,00% | 1 000 € |
| autres établissements publics | 10,00% | 500 € |
| vente de produits finis, de marchandises, prestations de services | 30,00% | 1 500 € |
| TOTAL | 100,00% | 5 000 € |

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 6 | Contrôle de l'utilisation de la subvention |
|------------------|---|

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de fournir à Mr le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, dans les six mois de la fin de l'exercice, un compte d'emploi de la somme perçue accompagné d'un relevé des pièces justificatives qui devront pouvoir être présentées à toute réquisition.

En cas de non réalisation, partielle ou totale, des prestations objet de la présente subvention, ou de réalisation non conforme avec le projet accepté et subventionné, le bénéficiaire devra procéder au reversement des sommes indûment perçues.

| | |
|------------------|-------------------------------------|
| ARTICLE 7 | <i>Engagement de dépense</i> |
|------------------|-------------------------------------|

La présente décision vaut engagement de dépense en application de l'article 29 du décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962.

| | |
|------------------|--|
| ARTICLE 8 | <i>Exécution de la décision</i> |
|------------------|--|

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

28 JUIL. 2014



Jean-Louis VERNIER



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n ° 2014209-0027

**signé par
DEAL**

le 28 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

ARRÊTÉ portant attribution d'une subvention de l'Etat à l'Association KARISKO pour l'aider à réaliser la production de 1000 boîtes d'un jeu de société culturel, basé sur le patrimoine historique et environnemental martiniquais et caribéen.

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Mission Promotion du Développement Durable

Programme : 217

Budget : Action 01 – Sous-action 18

N° de l'activité 021701010205 – libellé chorus : partenariat associatif

ARRÊTÉ N° 2014209-0027 portant attribution d'une subvention de l'Etat

à

l'Association KARISKO pour l'aider à réaliser la production de 1000 boîtes d'un jeu de société culturel, basé sur le patrimoine historique et environnemental martiniquais et caribéen.

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er Août 2001 relative aux lois des finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;
- VU** la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, de finances pour 2014 ;
- VU** le décret-loi du 02 mai 1938 relatif aux subventions accordées par l'Etat aux associations, sociétés ou collectivités privées ;
- VU** le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
- VU** le décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement, modifié par le décret 2003-367 du 18 avril 2003, par le décret 2000-1241 du 11 décembre 2000, et par le décret 2001-120 du 07 février 2001.
- VU** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
- VU** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'Outre-Mer, à Mayotte et à Saint-Pierre et Miquelon ;
- VU** le décret du 02 mars 2011 nommant M. Laurent PREVOST préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;
- VU** l'arrêté du 29 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du Ministère des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;
- VU** l'arrêté n° 10-04324 du 30 décembre 2010 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
- VU** l'arrêté n° 2014198-0006/DALI/PAJC du 17/07/2014 donnant délégation de signature à Monsieur Eric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, au titre de l'article 100 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.
- VU** la circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'Etat aux associations ;
- VU** les crédits notifiés sur le programme 0217 lors du dialogue de gestion pour 2014 et la mise à disposition des autorisations d'engagement correspondantes dans le système CHORUS au titre de la gestion 2014 ;
- VU** la demande de subvention présentée par l'association le 25 mars 2014
- SUR** proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

| | |
|------------------|---------------------------------|
| ARTICLE 1 | Montant de la subvention |
|------------------|---------------------------------|

Une subvention de **4 080 euros (quatre mille quatre vingt euros)** est accordée à l'association KARISKO – résidence Morne à l'eau II – bât G12 – Ravine vilaine – 97234 FORT DE FRANCE (N° de Siret : 48249390500038)

Le montant de la subvention attribuée représente **2,50 %** du coût de l'opération.

| | |
|------------------|-------------------------------|
| ARTICLE 2 | Objet de la subvention |
|------------------|-------------------------------|

Cette subvention a pour but d'aider « **l'association KARISKO** » à réaliser la production de 1000 boîtes d'un jeu de société culturel, basé sur le patrimoine historique et environnemental martiniquais et caribéen.

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 3 | Imputation de la dépense et comptable assignataire |
|------------------|---|

Cette subvention sera imputée sur le programme 217, Domaine fonctionnel : 0217-01-18 - N° de l'activité 021701010205 du budget du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, pour l'exercice de l'année 2014.

Le comptable assignataire est Monsieur le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique.

| | |
|------------------|-----------------------------------|
| ARTICLE 4 | Versement de la subvention |
|------------------|-----------------------------------|

La subvention sera versée **en une seule fois, dès la signature de la présente décision**, par virement au compte suivant :

NOM DE LA BANQUE : BRED – FORT DE FRANCE - SAVANE

| Code Banque | Code Guichet | Numéro de compte | Clé |
|-------------|--------------|------------------|-----|
| 10107 | 00167 | 00536003050 | 80 |

| | |
|------------------|----------------------------|
| ARTICLE 5 | Plan de financement |
|------------------|----------------------------|

| CONTRIBUTEURS | TAUX | MONTANT |
|---|----------------|------------------|
| Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services | 5,89% | 9 598 € |
| DEAL | 2,50% | 4 080 € |
| DJSCS | 4,91% | 8 000 € |
| DAC | 3,07% | 5 000 € |
| Conseil Régional | 55,21% | 90 000 € |
| Agence de services et de paiement | 15,15% | 24 702 € |
| bénévolat | 9,65% | 15 725 € |
| Autres financements | 3,63% | 5 920 € |
| TOTAL | 100,00% | 163 025 € |

| | |
|------------------|---|
| ARTICLE 6 | Contrôle de l'utilisation de la subvention |
|------------------|---|

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de fournir à Mr le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, dans les six mois de la fin de l'exercice, un compte d'emploi de la somme perçue accompagné d'un relevé des pièces justificatives qui devront pouvoir être présentées à toute réquisition.

En cas de non réalisation, partielle ou totale, des prestations objet de la présente subvention, ou de réalisation non conforme avec le projet accepté et subventionné, le bénéficiaire devra procéder au reversement des sommes indûment perçues.

| | |
|------------------|------------------------------|
| ARTICLE 7 | Engagement de dépense |
|------------------|------------------------------|

La présente décision vaut engagement de dépense en application de l'article 29 du décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962.

| | |
|------------------|---------------------------------|
| ARTICLE 8 | Exécution de la décision |
|------------------|---------------------------------|

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Régional des Finances publiques de la Martinique, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

28 JUIL. 2014

Jean-Louis VERNIER



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Autre n °2014209-0028

**signé par
DEAL**

le 28 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

PORTER A CONNAISSANCE DE RISQUES
TECHNOLOGIQUES COMMUNE DE
SAINTE MARIE DISTILLERIE SAINT
JAMES

PREFET DE LA MARTINIQUE

*DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LA MARTINIQUE
SERVICE RISQUES ENERGIE ET CLIMAT*

PORTER A CONNAISSANCE DE RISQUES TECHNOLOGIQUES
COMMUNE DE SAINTE MARIE
DISTILLERIE SAINT JAMES

LE PREFET DE LA MARTINIQUE

Chevalier de l'ordre national du mérite

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment son article L.121-2 ;
- Vu** le livre V du code de l'environnement ;
- Vu** la loi n° 2002-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret du 2 mars 2011 portant nomination de M. Laurent Prévost en qualité de préfet de la région Martinique ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0006 du 04 mai 2007 relative au porter à connaissance des risques technologiques et à la maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 09-02831 du 20 août 2009, portant autorisation la Société Rhums Martiniquais Saint James à exploiter une rhumerie sur le territoire de la commune de Sainte-Marie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-00256 du 26 janvier 2012 portant prescriptions complémentaires pour l'actualisation de l'étude de dangers de l'établissement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012291-0018/DALI/P.A.J.C du 16 juillet 2012 portant délégation de signature au directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
- Considérant** que la société Rhums Martiniquais Saint James a procédé à l'actualisation de l'étude de dangers de son établissement dans les formes prévues par l'arrêté n° 12-00256 du 26 janvier 2012 susvisé ;
- Considérant**, en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme, que le préfet porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme et que tout retard ou omission dans la transmission des dites informations est sans effets sur les procédures engagées par les communes ou leurs groupements ;

Considérant, que les installations exploitées par la société Saint James sont susceptibles, en cas d'accident occasionnant un incendie et /ou une explosion , de produire des effets thermiques et de surpression en dehors de la limite du site ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, suite à la visite du 13 mars 2014 de la distillerie Saint James, située sur la commune de Sainte-Marie et à l'instruction de l'étude de dangers ;

PORTE A LA CONNAISSANCE DE MONSIEUR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINTE MARIE :

Que le territoire de la commune de Sainte Marie est impacté par les zones de dangers de la distillerie de rhum agricole Saint James situé sur la parcelle cadastrale n° 279 section A.

L'exploitation de cet établissement est autorisée par arrêté préfectoral n° 09-02831 du 20 août 2009, autorisant la Société Rhums Martiniquais Saint James à exploiter une rumerie sur le territoire de la commune de Sainte-Marie, du fait de la présence en quantité importante de liquide inflammable (alcool de bouche).

Les accidents majeurs potentiels identifiés pour ce site sont les suivants :

- incendie de cuvette de rétention contenant des liquides inflammables ;
- incendie de chais de stockage de rhum ;
- feux de bagasse ;
- explosion et/ou incendie de capacités de stockage de liquides inflammables (alcool).

Les zones de dangers à prendre en compte au titre de la maîtrise de l'urbanisme autour de cet établissement sont représentées sur les 2 cartographies annexées (1 et 2) au présent porter à connaissance. Ces zones sont issues de l'étude de dangers remise sous la responsabilité de l'exploitant et analysée par le service d'inspection des installations classées de la DEAL Martinique.

Le zonage est complété par un tableau récapitulatif (annexe 3) des scénarios présentant des effets susceptibles de sortir du site et de leur probabilité d'occurrence.

Pour chaque accident majeur, 2 types d'effets ont été identifiés :

- les effets thermiques ;
- les effets de surpression suite à explosion.

Ainsi, en fonction du type d'effets (thermique et de surpression) tels que précisés dans les annexes du présent porter à connaissance, les préconisations en matière d'urbanisme, pour chaque type d'effets, sont graduées en fonction du niveau d'intensité sur le territoire, et de la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux, dans les conditions ci-après :

a) Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est A, B, C ou D, il convient de mettre en œuvre les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs (SELS), à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;
- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux (EL) à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle ;

- dans les zones exposées à des effets irréversibles (SEI), l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;

- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets indirects liés à la surpression. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression lorsqu'un tel effet est généré.

b) Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est E, il convient de mettre en œuvre les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs (SELS), à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence) ;

- dans les zones exposées à des effets létaux (SEL), l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possible. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets létaux. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;

- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets irréversibles ou indirects (SEI). Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU, les dispositions permettant de réduire la vulnérabilité des projets dans les zones d'effet de surpression.

Le présent porter à connaissance, publié au recueil des actes administratifs du département de la Martinique, est adressé à :

- M. le Président de la Région Martinique ;
- Mme la Présidente du Conseil Général de la Martinique ;
- M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique ;
- M. Le Maire de Sainte-Marie ;
- M. Le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement.

A Fort de France, le 28 JUIL. 2014

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Jean-Louis VERNIER

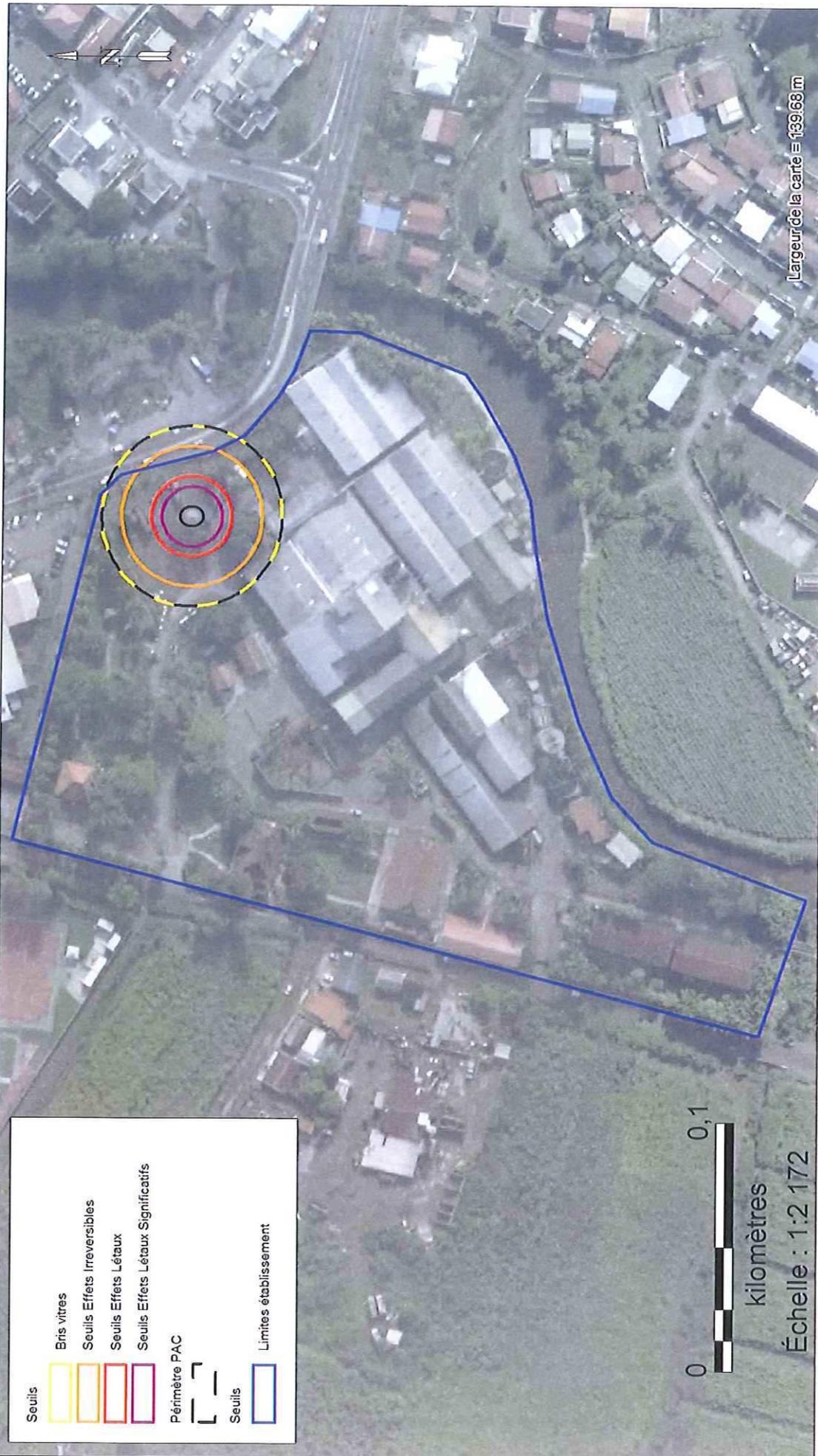
ANNEXE 3

Accidents majeurs dont les effets sont susceptibles de sortir du site :

| Numéro | Accident majeur redouté | Type d'effets | Probabilité | Distances d'effets en mètres | | | |
|--------|---------------------------------------|---------------|-------------|------------------------------|-----------|----------|----------|
| | | | | Z_{els} | Z_{pel} | Z_{ei} | Z_{bv} |
| 1 | Explosion réservoir extérieur de rhum | Surpression | C | 12 | 16 | 28 | 36 |
| 4 a | Incendie chai n° 1 Sucre | Thermique | E | 9 | 13 | 19 | - |
| 4 f | Incendie chai Fûts | Thermique | E | 10 | 15 | 22 | - |
| 4 h | Incendie chai Acajou | Thermique | E | 7 | 11 | 7 | - |
| 4 i | Incendie chai Pompe | Thermique | E | 4 | 6 | 10 | - |
| 4 j | Incendie chais nouveaux | Thermique | E | 7 | 11 | 17 | - |



PAC de Sainte Marie (Saint James)
Enveloppes des intensités des effets de surpression de classe de probabilité A, B, C ou D
Réservoir extérieur



| | |
|-----------------------------|------------------------------------|
| Seuils | Bris vitres |
| Seuils Effets Irréversibles | Seuils Effets Létaux |
| Seuils Effets Létaux | Seuils Effets Létaux Significatifs |
| Périmètre PAC | Seuils |
| Seuils | Limites établissement |

0 0,1
kilomètres
Échelle : 1:2 172

Sources: DEAL Martinique
SIG972 : ORTHOHR IGN2010
Rédaction/Édition: Jean-Luc LEFEBVRE - 22/07/2014 - MAPINFO® V 12 - SIGALEA® V 4.1.1 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011



ANNEXE 2.1

PAC de Sainte Marie (Saint James)
Enveloppes des intensités des effets thermiques de classe de probabilité A, B, C ou D
Réservoir extérieur et stockage de bagasse

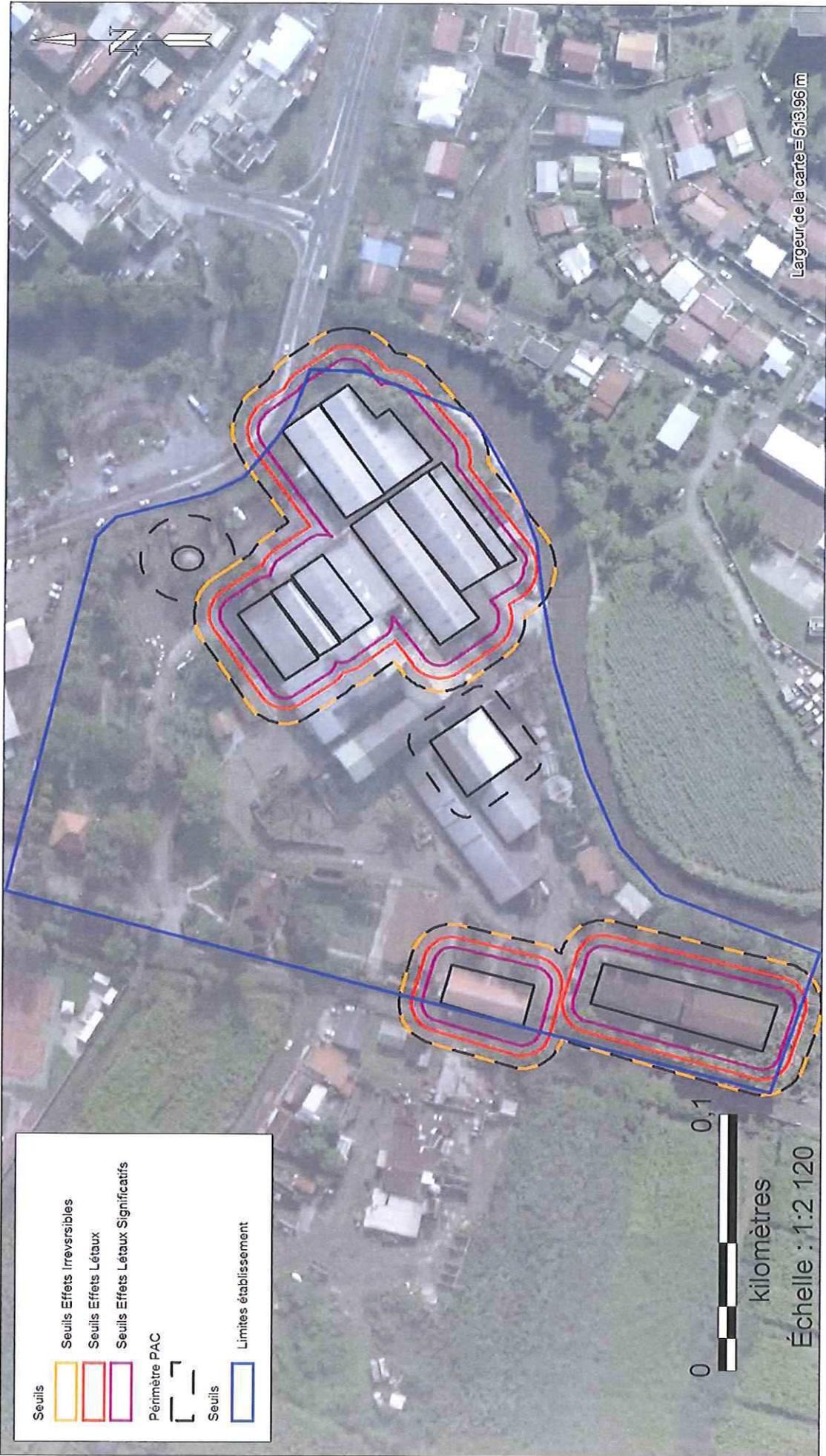


Sources : DEAL Martinique
 SIG972 : ORTHOHR IGN2010
 Rédaction/Édition : Jean-Luc LEFEBVRE - 22/07/2014 - MAPINFO® V 12 - SIGALEA® V 4.1.1 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011



ANNEXE 2.2

PAC de Sainte Marie (Saint James) Enveloppes des intensités des effets thermiques de classe de probabilité E Ensemble des chais



Sources: DEAL Martinique
SIG 972 : ORTHOHR IGN2010
Rédaction/Édition: Jean-Luc LEFEBVRE - 22/07/2014 - MAPINFO® V 12 - SIGALEA® V 4.1.1 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011

SIGALEA

ANNEXE 3

Accidents majeurs dont les effets sont susceptibles de sortir du site :

| Numéro | Accident majeur redouté | Type d'effets | Probabilité | Distances d'effets en mètres | | | |
|--------|---------------------------------------|---------------|-------------|------------------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| | | | | Z _{els} | Z _{pel} | Z _{ei} | Z _{bv} |
| 1 | Explosion réservoir extérieur de rhum | Surpression | C | 12 | 16 | 28 | 36 |
| 4 a | Incendie chai n° 1 Sucre | Thermique | E | 9 | 13 | 19 | - |
| 4 f | Incendie chai Fûts | Thermique | E | 10 | 15 | 22 | - |
| 4 h | Incendie chai Acajou | Thermique | E | 7 | 11 | 7 | - |
| 4 i | Incendie chai Pompe | Thermique | E | 4 | 6 | 10 | - |
| 4 j | Incendie chais nouveaux | Thermique | E | 7 | 11 | 17 | - |



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Autre n ° 2014210-0001

**signé par
DEAL**

le 29 Juillet 2014

DIRECTION ENVIRONNEMENT AMENAGEMENT LOGEMENT

PORTER A CONNAISSANCE DE RISQUES
TECHNOLOGIQUES COMMUNE DE
FORT DE FRANCE GRAND PORT
MARITIME DE FORT DE FRANCE

PREFET DE LA MARTINIQUE

*DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LA MARTINIQUE
SERVICE RISQUES ENERGIE ET CLIMAT*

PORTER A CONNAISSANCE DE RISQUES TECHNOLOGIQUES
COMMUNE DE FORT DE FRANCE
GRAND PORT MARITIME DE FORT DE FRANCE

LE PREFET DE LA MARTINIQUE

Chevalier de l'ordre national du mérite

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment son article L.121-2 ;
- Vu** le livre V du code de l'environnement ;
- Vu** la loi n° 2002-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret du 2 mars 2011 portant nomination de M. Laurent Prévost en qualité de préfet de la région Martinique ;
- Vu** le décret n° 2011-609 du 30 mai 2011 relatif aux études de dangers des ouvrages d'infrastructures de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses portant application des articles L. 551-2 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 mai 2008 fixant la liste des ouvrages des ports intérieurs et ports maritimes soumis aux dispositions du décret n° 2007-700 du 3 mai 2007 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres dit « arrêté TMD » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 18 décembre 2009 relatif aux critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour les études de dangers des ouvrages d'infrastructures de transport où stationnement, sont chargés ou déchargés des véhicules ou des engins de transport contenant des matières dangereuses ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 juin 2012 fixant la liste des ouvrages d'infrastructures routières, ferroviaires, portuaires ou de navigation intérieure et des installations multimodales soumis aux dispositions de la partie réglementaire du code de l'environnement portant application de l'article L. 551-2 du code de l'environnement ;
- Vu** la circulaire du 4 mars 2010, relative aux études de dangers remises en application de l'article L. 551-2 du code de l'environnement ;
- Vu** la circulaire du 15 novembre 2012, relative à la rédaction des études de dangers remises en application de l'article L. 551-2 du code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 19 novembre 2012, relative aux mesures de maîtrise des risques et au porter à connaissance à mettre en oeuvre dans le cadre des études de dangers remises en application de l'article L551-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012291-0018/DALI/P.A.J.C du 16 juillet 2012 portant délégation de signature au directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;

Considérant que le Grand Port Maritime de Fort de France a remis l'étude de dangers des installations portuaires de Fort de France, en particulier de la Pointe des Grives, dans les formes prévues par le décret n° 2011-609 du 30 mai 2011 susvisé ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 9 mai 2008 fixe le Grand Port Maritime de Fort de France dans la liste des ouvrages des ports intérieurs et ports maritimes soumis aux dispositions du décret n° 2007-700 du 3 mai 2007 ;

Considérant, que les installations exploitées sur le Grand Port Maritime de Fort de France sont susceptibles, en cas d'accident occasionnant un incendie et /ou une explosion ou de perte de confinement d'une capacité de transport, de produire des effets thermiques, de surpression et toxiques en dehors de la limite du site de la pointe des Grives ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, n° ENV_14_0506, relatif à l'instruction de l'étude de dangers du Grand Port maritime de Fort de France ;

Considérant, en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme, que le préfet porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme et que tout retard ou omission dans la transmission des dites informations est sans effets sur les procédures engagées par les communes ou leurs groupements ;

PORTE A LA CONNAISSANCE DE MONSIEUR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE FORT DE FRANCE :

Que le territoire de la commune de Fort de France est impacté par les zones de dangers des installations maritimes portuaires de la Pointe des Grives.

Les accidents majeurs potentiels identifiés pour ce site sont les suivants :

- explosion et/ou incendie de capacités de transport de liquides inflammables (produits pétroliers et alcool) ;
- explosion et/ou incendie de capacités de transport de gaz (produits pétroliers) ;
- BLEVE d'une capacité de transport de gaz (oxygène) ;
- perte de confinement d'un récipient contenant des matières toxiques (chlore) ;
- explosion d'un conteneur de transport de produits explosifs ;
- explosion d'un conteneur de transport d'hypochlorite de calcium.

Les zones de dangers à prendre en compte au titre de la maîtrise de l'urbanisme autour des installations portuaires de la Pointe des Grives sont représentées sur les 4 cartographies annexées (1 à 4) au présent porter à connaissance. Ces zones sont issues de l'étude de dangers remise sous la responsabilité du gestionnaire du Grand Port Maritime de Fort de France et analysée par le service d'inspection des installations classées de la DEAL Martinique.

Le zonage est complété par un tableau récapitulatif (annexe 5) des scénarios présentant des effets susceptibles de sortir du site et de leur probabilité d'occurrence.

Pour chaque accident majeur, 3 types d'effets ont été identifiés :

- les effets thermiques ;
- les effets de surpression suite à explosion ;
- Les effets toxiques.

Ainsi, en fonction du type d'effets (thermiques, de surpression et toxiques) tels que précisés dans les annexes du présent porter à connaissance, les préconisations en matière d'urbanisme, pour chaque type d'effets, sont graduées en fonction du niveau d'intensité sur le territoire, et de la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux, dans les conditions ci-après :

a) Dans les zones d'effets létaux significatifs (SELS), pour les phénomènes dangereux de classe de probabilité A, B, C ou D, le principe d'interdiction de construire, sauf des bâtiments et équipements en lien avec l'exploitation de l'ouvrage (bâtiments d'accueil des chauffeurs ou du public pour un parking ou locaux techniques pour une gare de triage par exemple) doit être retenu ;

b) Dans les zones des premiers effets létaux (SEL) pour les phénomènes dangereux de classe de probabilité A, B, C ou D, les constructions doivent être limitées à des installations directement en lien avec l'ouvrage à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes, de nouvelles installations classées ou de nouveaux ouvrages de transport soumis à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence) ;

- Dans les zones d'effets des phénomènes dangereux de classe de probabilité E, lorsque le nombre de personnes exposées à ces phénomènes est supérieur à 1 000 pour les effets létaux significatifs ou lorsqu'il est supérieur à 10 000 pour les premiers effets létaux, l'urbanisation doit être limitée, par exemple en limitant les constructions au seul remplissage des dents creuses. Lorsque le nombre de personnes exposées est inférieur à ces limites, des règles d'urbanisme doivent être édictées de manière à garantir que les aménagements ainsi rendus possibles ne porteront pas le nombre de personnes exposées au-delà de ces limites.

Le présent porter à connaissance, publié au recueil des actes administratifs du département de la Martinique, est adressé à :

- M. le Président de la Région Martinique ;
- Mme la Présidente du Conseil Général de la Martinique ;
- M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique ;
- M. Le Maire de Fort de France ;
- M. Le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement.

A Fort de France, le

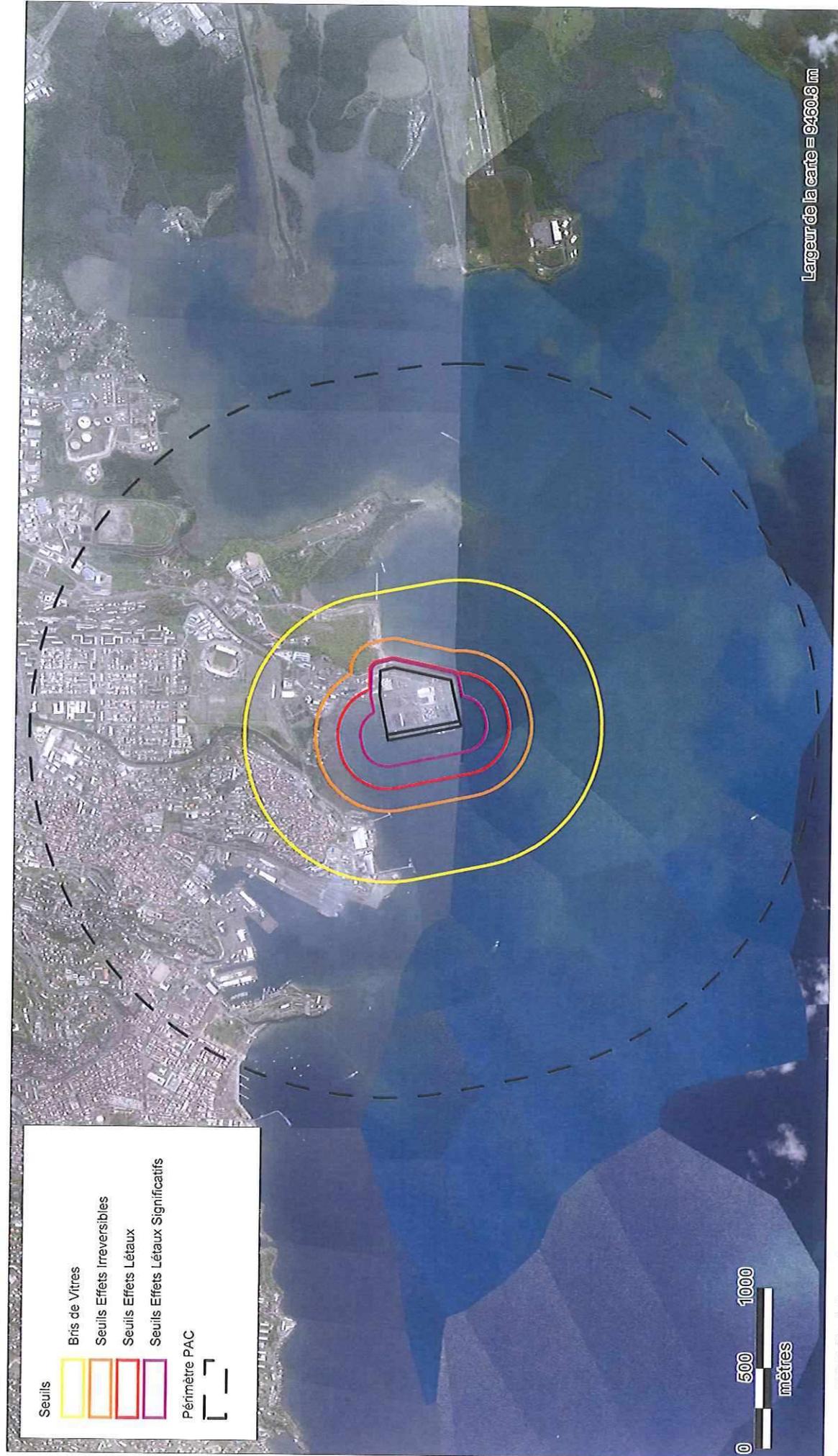
29 JUIL. 2014

Pour le Préfet de la Martinique
et par délégation
Le Directeur Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Jean-Louis VERNIER



**PAC de Fort de France (Grand Port Maritime de Fort de France)
Enveloppes des intensités des effets de surpression de classe de probabilité A, B, C ou D**



| | | |
|----------------------|--|------------------------------------|
| Seuils | | Bris de Vitres |
| | | Seuils Effets Irreversibles |
| | | Seuils Effets Létaux |
| | | Seuils Effets Létaux Significatifs |
| Périmètre PAC | | |

Sources: DEAL Martinique - SREC
 SIG972 : ORTHOHR IGN2010
 Rédaction/Édition: Jean-Luc LEFEBVRE - 25/07/2014 - MAPINFO® V 12 - SIGALEA® V 4.1.1 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011



PAC de Fort de France (Grand Port Maritime de Fort de France)
 Enveloppes des intensités des effets thermiques de classe de probabilité A, B, C ou D



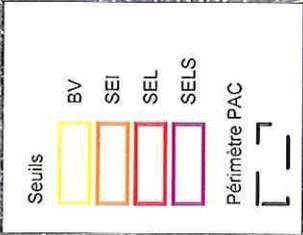
| | |
|--|------------------------------------|
| | Seuils Effets Irréversibles |
| | Seuils Effets Létaux |
| | Seuils Effets Létaux Significatifs |
| | Périmètre PAC |

Sources: DEAL Martinique - SREC
 SIG 972 : ORTHOHR IGN2010
 Rédaction/Édition: Jean-Luc LEFEBVRE - 25/07/2014 - MAPINFO® V 12 - SIGALEA® V 4.1.1 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011



ANNEXE 3

PAC de Fort de France (Grand Port de Fort de France) Enveloppes des intensités des effets toxiques de classe de probabilité A, B, C ou D



Sources: DEAL Martinique - SREC
SIG972 : ORTHOHR IGN2010
Rédaction/Édition: Jean-Luc LEFEBVRE - 25/07/2014 - MAPINFO® V 12 - SIGALEA® V 4.1.1 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011



ANNEXE 4

PAC de Fort de France (Grand Port Maritime de Fort de France) Enveloppes des intensités des effets thermiques et toxiques de classe de probabilité E



Sources: DEAL Martinique - SREC
SIG972 : ORTHOHR IGN2010
Rédaction/Édition: Jean-Luc LEFEBVRE - 25/07/2014 - MAPINFO® V 12 - SIGALEA® V 4.1.1 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011



ANNEXE 5

Accidents majeurs dont les effets sont susceptibles de sortir du site :

| N° | Phénomène dangereux | Type d'effets | Z1 | SELS | SEL | SEI | Effets indirects |
|------|---|---------------|----|------|-----|------|------------------|
| 2 | Brèche de 5 mm – Bouteille de 49 kg – Conditions 3F | Toxique | | 163 | 184 | 301 | |
| 4 | Brèche de 60 mm – Bouteille de 49 kg – Conditions 3F | Toxique | | 201 | 224 | 347 | |
| 6 | Rupture d'une bouteille de 49 kg – Conditions 3F | Toxique | | 180 | 200 | 630 | |
| 8 | Brèche de 5 mm – Cylindre de 1 tonne – Conditions 3F | Toxique | | 316 | 344 | 569 | |
| 10 | Brèche de 80 mm – Cylindre de 1 tonne – Conditions 3F | Toxique | | 582 | 633 | 895 | |
| 12 | Rupture d'un cylindre de 1 tonne – Conditions 3F | Toxique | | 650 | 715 | 2220 | |
| 14 | Décomposition explosive d'un conteneur de 20 t d'hypochlorite de calcium | Pression | | 67 | 84 | 186 | 372 |
| 15.1 | Explosion en masse – Conteneur de 8 tonnes de classe 1.1 | Pression | 0 | 160 | 300 | 440 | 880 |
| 15.2 | Projections – Conteneur de de classe 1.2 | Pression | 25 | 135 | 300 | 400 | 800 |
| 15.3 | Incendie- Conteneur de classe 1.3 | Thermique | 50 | 70 | 100 | 130 | |
| 17 | Flash-Fire – Brèche de 5 mm - Bouteille de 35 kg de propane – Conditions 3F | Thermique | | 9 | 9 | 10 | |
| 21 | Flash-Fire – Rupture d'une bouteille de 35 kg de propane – Conditions 3F | Thermique | | 17 | 17 | 19 | |
| 23 | UVCE – Brèche de 5 mm - Bouteille de 35 kg de propane – Conditions 3F | Pression | | 2 | 4 | 11 | 22 |
| 25 | UVCE – Rupture d'une bouteille de 35 kg de propane – Conditions 3F | Pression | | 9 | 14 | 43 | 85 |
| 27 | Jet enflammé – Brèche de 5 mm - Bouteille de 35 kg de propane – Conditions 3F | Thermique | | 17 | 20 | 23 | |
| 30 | BLEVE – Bouteille de 35 kg de propane | Thermique | | 7 | 10 | 13 | |
| 31 | BLEVE – Bouteille de 35 kg de propane | Pression | | 4 | 5 | 12 | 24 |
| 35 | Flash-Fire – Brèche de 80 mm – Citerne d'AVGAS – Conditions 3F | Thermique | | 17 | 17 | 19 | |
| 37 | Flash-Fire – Rupture – Citerne d'AVGAS – Conditions 3F | Thermique | | 162 | 162 | 178 | |
| 41 | UVCE – Brèche de 80 mm – Citerne d'AVGAS – Conditions 3F | Pression | | 30 | 36 | 105 | 210 |
| 43 | UVCE – Rupture – Citerne d'AVGAS – Conditions 3F | Pression | | 52 | 61 | 181 | 361 |
| 44 | Feu de nappe – Brèche de 5 mm – Citerne d'AVGAS – Conditions 3F | Thermique | | 9 | 10 | 12 | |
| 45 | Feu de nappe – Brèche de 80 mm – Citerne d'AVGAS – Conditions 3F | Thermique | | 21 | 24 | 28 | |
| 46 | Feu de nappe – Rupture d'une citerne d'AVGAS – Conditions 3F | Thermique | | 38 | 48 | 58 | |
| 47 | Dépressurisation d'une citerne d'AVGAS | Thermique | | 120 | 170 | 210 | |
| 48 | Dépressurisation d'une citerne d'AVGAS | Pression | | 16 | 18 | 46 | 92 |
| 49 | BLEVE citerne d'oxygène | Pression | | 27 | 32 | 79 | 158 |



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n °2014181-0032

**signé par
DM**

le 30 Juin 2014

DIRECTION MARITIME

Arrêté préfectoral portant autorisation
d'occupation temporaire du DPM au profit de
Monsieur MEDLOCK Christophe



PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de la mer de la Martinique

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° 2014181-0032

**Portant Autorisation d'Occupation Temporaire du
Domaine Public Maritime**

**LE PREFET DE LA MARTINIQUE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques et le Code du Domaine de l'Etat dans sa partie réglementaire et notamment l'article R 2124-43 ;

VU le Code de l'Environnement L 219-7 ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11-01235 du 12 avril 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Olivier MORNET, Directeur de la Mer de la Martinique ;

VU la demande en date du 12 mars 2014 présentée par Monsieur Christophe MEDLOCK ;

VU l'avis favorable de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique en date du 05 mai 2014 ;

VU l'avis réputé favorable du maire de la ville du François consulté par courrier en date du 21 mars 2014 ;

VU l'avis du Directeur Régional des Finances Publiques de la Martinique en date du 26 mars 2014 fixant les conditions financières de la présente autorisation ;

Sur Proposition du Directeur de la Mer,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Christophe **MEDLOCK** demeurant 32 Les Hauts de la Prairie - Le Cap Est - 97240 LE FRANCOIS- est autorisé à installer un lift sur le plan d'eau de la Pointe Jacob au François pour amarrer son bateau, conformément au plan annexé au présent arrêté.

Les points des coordonnées GPS (WGS 84) de ce lift sont :

- latitude : 14°35,039 Nord
- longitude : 60°50,715 Ouest

et les caractéristiques sont respectivement de 3,05 m de largeur et 3,81m de longueur, soit une superficie de 11.62 m².

En cas d'alerte cyclonique ou de forte houle sur la côte, l'utilisation de ce lift n'est pas autorisée.

Le permissionnaire devra, en tout temps, se conformer aux injonctions que le Maire ou ses délégués lui donneront pour déplacer le lift afin de permettre l'organisation des événements nautiques annuels.

Le permissionnaire devra veiller à la longueur des chaînes et aux dispositifs de flotteurs pour éviter au mieux le dragage au sol. Il devra implanter le système sur une zone exempte d'herbiers pour limiter l'impact sur les biocénoses marines.

ARTICLE 2 : Le permissionnaire prendra toutes les dispositions pour ne pas gêner la circulation maritime des plaisanciers ou entraver le bon fonctionnement des appareils de signalisation maritime qui pourraient exister sur les lieux.

Il devra, en tout temps, se conformer aux règlements et textes dans l'intérêt de la circulation, de la conservation du Domaine Maritime, de la sécurité ou de l'hygiène publique.

Le permissionnaire sera tenu de mettre son installation à la disposition des navires en difficulté ou des navires participant à l'action de l'Etat en mer dans le cadre de leurs missions, sans être tenu à aucune rétribution.

Le permissionnaire sera seul responsable (sauf recours contre qui de droit) de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de la présente autorisation qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

ARTICLE 3 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux textes législatifs ou réglementaires susvisés, après mise en demeure du permissionnaire restée sans effet, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : L'autorisation est accordée à titre précaire et révoquée pour une durée de **CINQ ANS (5 ans)** qui commencera à courir à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut toutefois être retirée par l'Administration à tout moment pour cause d'utilité publique pour inexécution des conditions stipulées dans le présent arrêté. La prorogation de l'autorisation sera expressément subordonnée à la présentation d'une nouvelle demande formulée dans les conditions réglementaires SIX MOIS au moins avant la date d'expiration du délai prévu par le présent arrêté.

ARTICLE 5 : Si la présente autorisation est retirée ou si à son expiration, elle n'a pas été prorogée dans les conditions stipulées à l'article précédent, l'administration pourra conserver tout ou partie des installations construites par le permissionnaire ou contraindre celui-ci à remettre les lieux en leur état primitif, et, ce dans un délai d'**UN MOIS**, à dater de la notification qui leur sera faite par l'Administration de l'ordre de vider les lieux.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est accordée moyennant le paiement d'une redevance annuelle de **155 €**, compte tenu des avantages de toute nature procurés au permissionnaire.

Cette redevance, due à compter de la notification de ce présent arrêté, est payable annuellement et d'avance à la Caisse Régionale des Finances Publiques de la Martinique – Jardin Desclieux à Fort de France.

La redevance stipulée sera susceptible de révision annuelle dans les conditions fixées par la réglementation domaniale.

En cas de retard dans les paiements, la redevance échue portera intérêt de plein droit au profit de la Caisse Régionale des Finances Publiques de la Martinique au taux annuel applicable en matière domaniale sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

Les fractions de mois seront négligées pour le calcul des intérêts.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est personnelle non cessible. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le Directeur de la Mer est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et communiqué partout où besoin sera.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté sera adressé à :

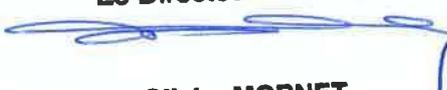
- Monsieur le Préfet de la Martinique
- Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de la Martinique (2exemplaires dont un exemplaire à remettre au bénéficiaire),
- Monsieur le Directeur de la Mer,

Copie à :

- Monsieur le Maire de la Ville du François
- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement du Marin
- Monsieur le Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique (DEAL).

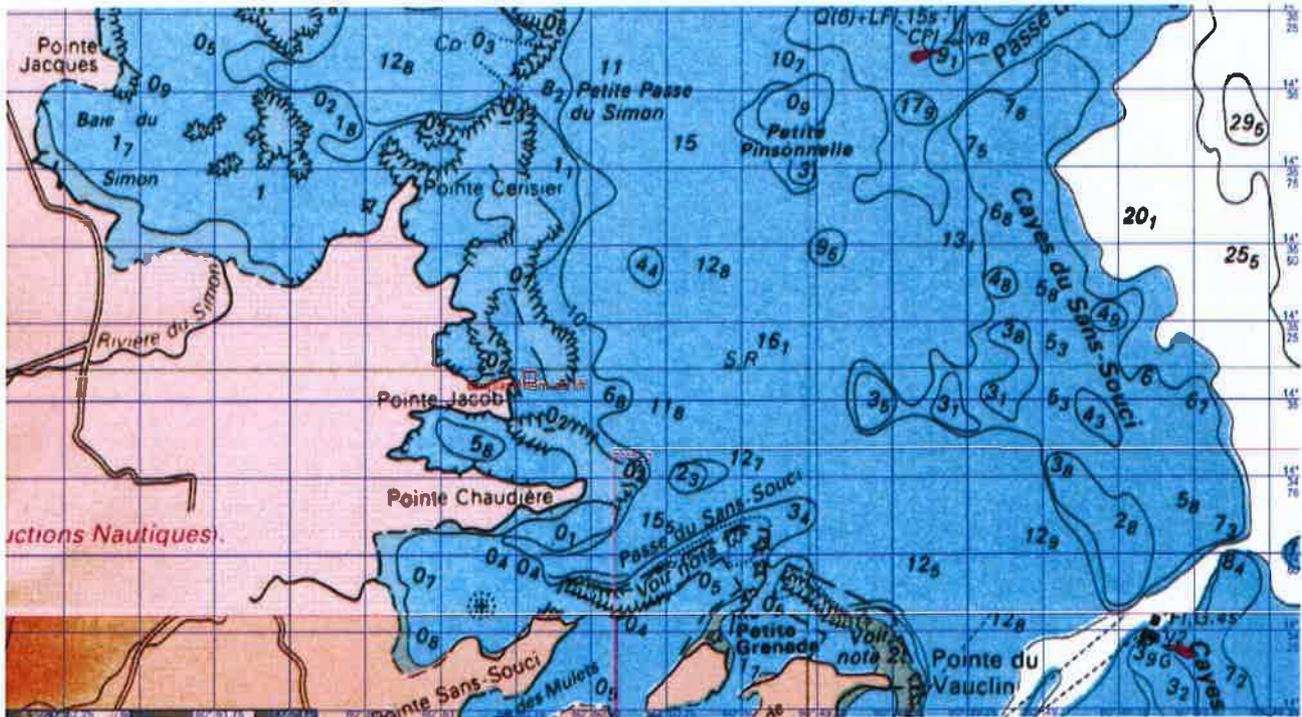
Fait à Fort de France, le **30 JUIN 2014**

Pour le Préfet de la Martinique et par délégation
Le Directeur de la Mer


Olivier MORNET

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2014181-0032

portant autorisation d'occupation temporaire du DPM à Monsieur Christophe MEDLOCK





PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n °2014184-0020

**signé par
Préfet**

le 03 Juillet 2014

DIRECTION MARITIME

Arrêté portant réglementation des secteurs maritimes concernés par le championnat de scooters de mer organisé par le Club ECHAPPEE SUR LA MER le dimanche 6 juillet 2014 à Sainte- Luce

PREFET DE LA MARTINIQUE

DELEGUE DU GOUVERNEMENT POUR L'ACTION DE L'ÉTAT EN MER AUX ANTILLES

ARRETE PREFECTORAL N° 2014184-0020

portant réglementation des secteurs maritimes concernés par la " 3ème manche du championnat de la Martinique des scooters de mer " organisée par le Club " ECHAPPEE SUR LA MER " dans la baie de Sainte-Luce le dimanche 6 juillet 2014

Le Préfet de la Martinique,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance du 14 juin 1844 concernant le service administratif de la marine (police des rades),

VU le décret n° 2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'Etat en mer,

VU la déclaration de manifestation nautique déposée par le club « ECHAPPEE SUR LA MER », en date du 24 juin 2014,

VU l'arrêté municipal n°384/2014 en date du 25 juin 2014 de la ville de Sainte-Luce portant réglementation de la circulation, du stationnement, du mouillage et de la baignade dans la baie de Sainte-Luce, pour la manifestation intitulée "3ème manche du championnat de la Martinique de scooters de mer" organisée par le Club " ECHAPPEE SUR LA MER " dans la baie de Sainte-Luce le dimanche 6 juillet 2014,

VU l'avis du Directeur de la Mer de la Martinique,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer les pratiques nautiques et aquatiques situées sur le parcours de la manifestation nautique susvisée afin de garantir la sécurité des participants, spectateurs et autres usagers de la mer;

ARRETE

ARTICLE 1

La plongée subaquatique, la baignade, la circulation et le mouillage des navires et engins non immatriculés sont interdits dans la baie de Corps de Garde de la commune de Sainte-Luce, ainsi que dans un rayon de 0,2 mille autour du Rocher du Diamant, le dimanche 6 juillet 2014 de 11 h 00 à 17 h 00, selon la carte jointe au présent arrêté.

ARTICLE 2

Les infractions au présent arrêté exposent les auteurs aux poursuites et peines prévues par les articles L. 131-13 et R 610-5 du code pénal et par l'article L 5242-2 du Code des Transports.

ARTICLE 3

Le Commandant de zone maritime, le Directeur de la Mer de la Martinique, le Commandant de la Gendarmerie en Martinique, les officiers et agents habilités en matière de police maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage et «avis aux navigateurs» et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Martinique.

LE PRÉFET

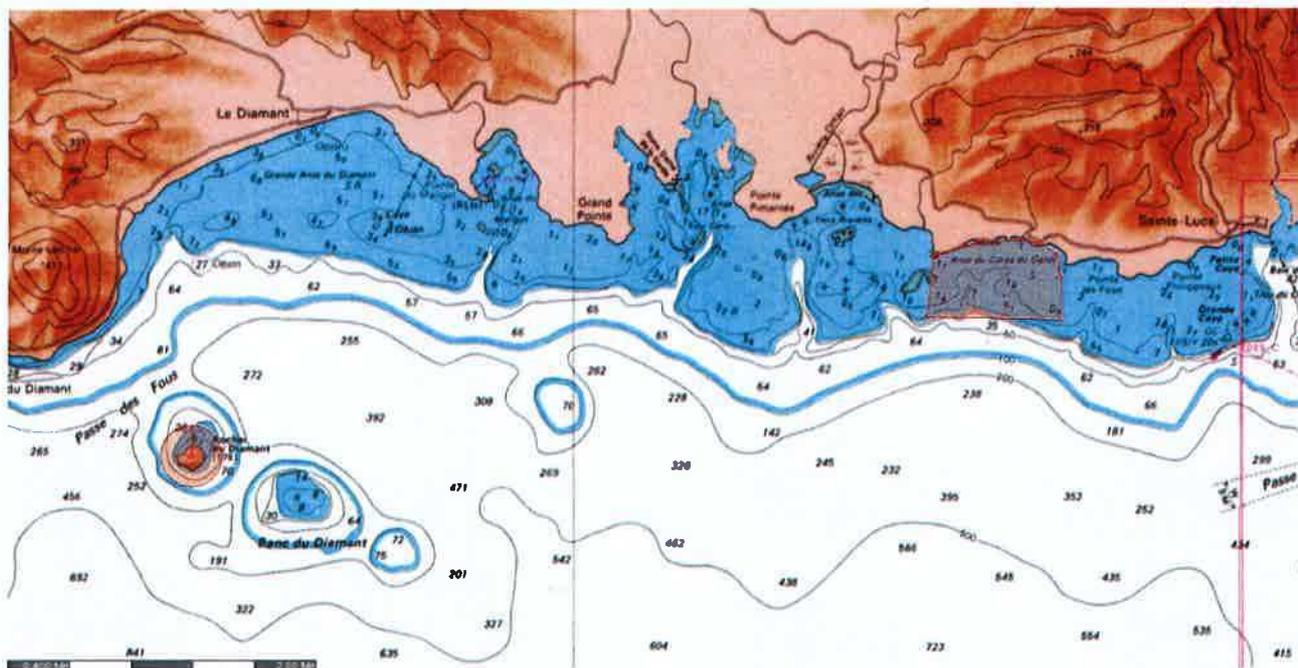
Fort-de-France, le - 3 JUIL. 2014

Le Préfet de la Martinique
Délégué du gouvernement
pour l'action de l'Etat en mer,

Laurent PREVOST

Annexe à l'arrêté préfectoral portant réglementation des secteurs maritimes concernés par la manifestation nautique organisée par le club **ECHAPPEE SUR LA MER** le dimanche 6 juillet 2014

à Sainte-Luce





PREFECTURE REGION MARTINIQUE

Arrêté n ° 2014199-0006

**signé par
Préfet**

le 18 Juillet 2014

DIRECTION MARITIME

Arrêté préfectoral portant réglementation des secteurs maritimes concernés par le 30ème tour de la Martinique des Yoles Rondes

DELEGUE DU GOUVERNEMENT POUR L'ACTION DE L'ÉTAT EN MER AUX ANTILLES

ARRETE PREFECTORAL n° 2014199-0006
portant réglementation des secteurs maritimes concernés par
le 30ème tour de la Martinique des yoles rondes
(27 juillet - 3 août 2014)

Le Préfet de la Martinique,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi du 17 décembre 1926 portant Code disciplinaire et pénal de la Marine Marchande, modifiée ;
VU le décret n° 2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'Etat en mer
VU l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale maritime des 300 mètres
VU l'arrêté interministériel du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2013-065-0007 du 06 mars 2013 règlementant la pratique des activités nautiques le long du littoral de la Martinique et notamment les articles 1 et 4 ;
VU la déclaration de manifestation nautique déposée par la Fédération des Yoles Rondes de la Martinique consistant en un tour de la Martinique avec étapes en yoles rondes ;
VU l'avis du directeur de la mer de la Martinique;

CONSIDERANT le nombre important de navires participants et spectateurs attendus au cours de la manifestation nautique dénommée Tour des yoles rondes de la Martinique;

CONSIDERANT la nécessité de réglementer les pratiques nautiques et aquatiques situées sur le parcours de la manifestation nautique susvisée afin de garantir la sécurité des participants, spectateurs et autres usagers de la mer;

ARRETE

ARTICLE 1 - RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

La pratique de toutes les activités nautiques et aquatiques s'exerce dans des conditions de sécurité adaptées au déroulement du Tour de la Martinique des yoles rondes. Les capitaines des navires et leurs équipages respectent strictement les réglementations maritimes internationales et nationales, ils s'abstiennent de réaliser toute manœuvre ou action qui constitue un danger pour eux mêmes ou pour les autres usagers de la mer.

Les navires spectateurs doivent laisser libre passage aux yoles participant à la manifestation et aux navires qui assurent la sécurité du plan d'eau.